Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 29 mai 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "apportant des modifications à la législation électorale", a donné le 1er juillet 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e mei 1975 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de kieswetgeving", heeft de 1e juli 1975 het volgend advies gegeven :

Le projet apporte un certain nombre de modifications :

- au Code électoral;
- à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales;
- à la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux;
- à la loi électorale communale;
- à la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

*
* *

Les principales modifications apportées au Code électoral sont les suivantes :

1. pour être électeur général, la grande naturalisation n'est plus requise, ni, pour la femme devenue Belge par mariage, la condition de résidence de dix ans;
2. les causes d'exclusion de l'électorat et de suspension des droits électoraux sont simplifiées et moins sévères;
3. les listes électorales sont remplacées par un registre des électeurs tenu à jour de manière permanente;
4. la procédure des recours devant le collège des bourgmestre et échevins et de l'appel devant la cour d'appel, est simplifiée; les recours pourront être introduits à tout moment; le recours en cassation est supprimé;

.../...

5. les bureaux électoraux sont organisés de nouvelle manière : le projet institue le "bureau principal d'arrondissement" qui reprend essentiellement les tâches de l'actuel bureau principal, et le "bureau principal de canton" qui reprend les tâches du président du premier bureau de vote et est chargé de désigner les témoins pour les bureaux de vote et de désigner les bureaux de dépouillement;

6. la convocation des électeurs par voie d'affiches à la maison communale est remplacée par un communiqué du Ministre de l'Intérieur publié au Moniteur belge;

7. les candidats pourront être présentés, non seulement par les électeurs, mais aussi par trois parlementaires sortants;

8. le numéro unique qui peut être attribué à une liste est supprimé et remplacé par la dénomination ou le sigle de la liste;

9. la présentation de candidats suppléants est supprimée; les suppléants sont désignés parmi les candidats non élus;

10. le déplacement des électeurs est indemnisé, quel que soit le mode de déplacement;

11. le vote à l'armée et le vote par correspondance sont supprimés; le vote par procuration est maintenu et généralisé;

12. les conditions d'éligibilité et les conditions de l'électorat général sont mises en concordance.

.../...

PREAMBULE (de l'arrêté de présentation).

S'agissant d'un projet de loi, la mention de l'article 1er, alinéa 4, de la Constitution, qui est d'ailleurs erronée, et celle de l'avis du Conseil d'Etat doivent être omises.

*

Examen de l'article 1er du projet (modifications au Code électoral).

Article 10 nouveau du Code électoral.

Le système des listes électorales est abandonné et remplacé par le registre des électeurs, tenu à jour de manière permanente.

Le registre comprend les personnes qui, ayant le droit de vote, sont inscrites dans le registre de la population depuis six mois. En cas de pluralité de résidences habituelles, la résidence principale est prise en considération.

Le projet substitue à la condition de domicile prévue par l'article 47 de la Constitution, celle de la résidence. Le registre de la population ne concerne, en effet, que l'établissement ou le changement de résidence. Ni la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de la population, ni l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population, ne font référence au domicile.

.../...

En outre, le projet modifie l'article 65 de la loi électorale communale en ce que, pour pouvoir être élu et rester conseiller communal, il impose d'"être inscrit au registre de population de la commune".

Il résulte des travaux du Congrès national (V. Beltjens, La Constitution revisée, article 47) que le domicile visé à l'article 47 de la Constitution est le domicile civil. Celui-ci a été défini à l'époque et l'est encore aujourd'hui par le Code civil. Cette notion ne coïncide pas toujours avec celle de résidence. C'est la raison pour laquelle le Congrès national l'a expressément écartée (Beltjens ibid.). Dès lors, en substituant de manière absolue la résidence au domicile, le projet n'est pas conforme au prescrit constitutionnel. Il est, au surplus, en discordance avec l'article 1er du nouveau Code électoral, qui se réfère expressément et à juste titre à la notion de domicile.

Cette difficulté pourrait être résolue si la loi en projet donnait une définition du domicile électoral qui soit compatible avec l'article 47 de la Constitution comme le fait l'article 14 du Code électoral, lequel devrait, dès lors, être maintenu.

.../...

Le système prévu par le projet, qui se réfère à l'inscription au registre de population ne pourrait être admis que si cette inscription ne constituait pas la condition nécessaire et suffisante de l'inscription au registre des électeurs. Cette inscription ne peut constituer qu'une présomption comme le prévoit l'article 17 du Code électoral.

*

Indépendamment de l'observation de constitutionnalité qui vient d'être faite, le projet tel qu'il est soumis au Conseil d'Etat appelle l'observation suivante :

Dans l'économie de la loi en projet, le registre des électeurs se fonde sur le registre de population. Des recours peuvent être exercés en cas d'inscription indue dans le registre des électeurs, d'omission, de radiation ou d'indication inexate des nom, prénoms, date de naissance, adresse et profession de l'électeur (articles 18 et 19 nouveaux).

L'article 23, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1er avril 1960, modifié par l'arrêté royal du 28 octobre 1971, dispose : "Le Ministre de l'Intérieur tranche les difficultés et contestations relatives à la détermination de la résidence ... Les administrations communales procèdent d'office, en exécution de la décision du Ministre, ... aux inscriptions et radiations nécessaires". Cette décision, de nature administrative, peut faire l'objet d'un recours en annulation.

.../...

Si le registre des électeurs est conforme au registre de population et si, par conséquent, l'erreur alléguée se trouve déjà dans ce registre, en vertu de l'article 10 en projet, le collège des bourgmestre et échevins et, éventuellement, la Cour d'appel seront-ils liés par la décision du Ministre de l'Intérieur qui, par hypothèse, aurait tranché une contestation relative à l'inscription au registre de population?

Dans l'affirmative, le système serait incompatible avec le principe selon lequel la reconnaissance et l'exercice des droits électoraux sont placés sous la protection des cours et tribunaux et énerverait l'application de l'article 107 de la Constitution. La même observation s'impose en ce qui concerne le Conseil d'Etat jugeant de l'éligibilité d'un conseiller communal.

Dans la négative, on risque d'aboutir à des divergences de jurisprudence entre la Cour d'appel et le Conseil d'Etat appelés à statuer, l'une en ce qui concerne le domicile électoral, l'autre en ce qui concerne le domicile d'éligibilité, sur la même situation de fait se présentant à la même date. De telles divergences peuvent déjà se produire actuellement mais elles sont exceptionnelles en raison du décalage qui existe entre la date de confection des listes électorales et la date de l'élection. Elles seraient inévitablement plus fréquentes si le projet était adopté.

.../...

Le législateur appréciera s'il ne serait pas opportun de supprimer ces risques de divergences en confiant à une seule et même juridiction le contentieux relatif au domicile électoral et le contentieux relatif au domicile d'éligibilité.

*

Article 11 nouveau du Code électoral.

A l'alinéa 2, par souci d'uniformité de la terminologie, il y a lieu de remplacer les mots "sections de commune" par "sections de vote".

Article 13 nouveau du Code électoral.

A l'alinéa 2, le 2. devrait être rédigé comme suit :

"2. la juridiction qui a prononcé la décision et la date de celle-ci".

A l'alinéa 4, le mot "signalent" doit être remplacé par "notifient" (voir l'article 92, alinéa 1er, nouveau, qui parle des "notifications" prévues à l'article 13).

Article 14 nouveau du Code électoral.

A l'alinéa 1er, les mots "avant de dresser la liste" devraient être renvoyés à la fin de la phrase dans la rédaction suivante : "avant que la liste soit dressée".

.../...

Aux alinéas 1er et 2, les mots "au 1er avril" devraient être remplacés par "le 1er avril".

Article 16 nouveau du Code électoral.

La fin de la première phrase devrait être rédigée comme suit : "... lui permettant de vérifier si lui-même ou toute autre personne est correctement mentionné au registre des électeurs".

Article 18 nouveau du Code électoral.

Afin d'assurer une terminologie uniforme, les mots "exercer un recours" doivent être remplacés par "introduire une réclamation".

Article 19 nouveau du Code électoral.

Le mot "expédier" doit être remplacé par "introduire".

Article 20 nouveau du Code électoral.

Le début de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit : "La réclamation est introduite par une requête ...".

.../...

A l'alinéa 2, les mots "le recours" doivent être remplacés par "la réclamation".

Article 21 nouveau du Code électoral.

A l'alinéa 1er, le mot "prise" doit être remplacé par "faite" et les mots "au secrétariat de la commune" doivent être remplacés par "par le secrétaire communal ou son délégué".

Au dernier alinéa, le mot "précédent" doit être remplacé par "20, alinéa 2".

Article 22 nouveau du Code électoral.

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"L'administration communale joint au dossier, gratuitement, copie ou extrait de tous les documents officiels en sa possession que le requérant invoque dans sa requête ou dans ses conclusions pour justifier une modification du registre des électeurs".

.../...

Article 23 nouveau du Code électoral.

A l'alinéa 1er, le mot "inspection" doit être remplacé par "connaissance".

Article 24 nouveau du Code électoral.

Le texte suivant est proposé :

"Pendant le délai prévu à l'article 23, le dossier des réclamations et le rapport visé à l'article 25, alinéa 2, sont mis, au secrétariat, à la disposition des parties, de leurs avocats ou de leurs mandataires".

Article 26 nouveau du Code électoral.

Afin d'assurer l'unité de présentation des textes, tous les verbes qui sont au futur doivent être mis au présent. Cette observation vaut aussi pour les articles 27 et 28 nouveaux.

Le texte laisse indécise la question de savoir quel est le point de départ du délai. Est-ce le jour où la notification a été envoyée ou celui où celle-ci a été reçue ?

.../...

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"La décision du collège des bourgmestre et échevins est notifiée dans les deux jours aux intéressés. Toutefois, si la décision intervient dans les trente jours précédant les élections, elle est notifiée sans délai. Les intéressés peuvent interjeter appel devant la Cour d'appel dans un délai de huit jours prenant cours ...".

A l'alinéa 2, les mots "dans ce cas" sont inutiles et doivent être omis.

Article 27 nouveau du Code électoral.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 27.-

L'appel est introduit par une requête remise au commissariat d'arrondissement.

La requête indique les nom, prénoms, domicile de l'appelant ainsi que la date et le contenu de la décision du collège contre laquelle le recours a été pris.

.../...

Le commissaire d'arrondissement donne avis de l'appel au plus tard dans les 24 heures à l'administration communale.

Si l'intéressé déclare être dans l'impossibilité d'écrire, l'appel peut être introduit verbalement dans le délai prévu à l'article 26. Il est reçu par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire délégué à cet effet.

Le fonctionnaire communal qui reçoit l'appel en dresse procès-verbal et transmet immédiatement le dossier au commissaire d'arrondissement.

Ce procès-verbal contient les objections et arguments de l'intéressé eu égard à la décision intervenue".

Article 28 nouveau du Code électoral.

Il y a lieu de remplacer les mots "mention du recours est affichée" par les mots "mention de l'appel est affichée".

Articles 29 à 43 nouveaux du Code électoral.

Ces articles reproduisent à peu près textuellement les articles 58, 59, 63 à 70, 78 à 81 et 84 du Code électoral.

.../...

Le projet abroge (implicitement) les articles 71 à 78 relatifs au recours en cassation contre les arrêts de la cour d'appel. L'exposé des motifs s'exprime à cet égard comme suit : "Le recours en cassation est supprimé étant donné qu'il n'y est jamais procédé". Cette affirmation est inexacte (voir, notamment, Cass., 11 juillet 1938, Pas. 1938, I, 272; 22 juillet 1938, Pas. 1938, I, 286; 19 juillet 1949, Pas., 1950, I, 9; 26 mai 1952, Pas. 1952, I, 633; 14 juin 1954, Pas., 1954, I, 873.

Par ailleurs, le maintien du recours en cassation serait particulièrement indiqué. En effet, le projet modifie les causes d'exclusion de l'électorat et de suspension du droit de vote qui ont un effet direct sur la composition du registre des électeurs. Les arrêts cités ci-dessus sont précisément relatifs aux litiges concernant cette matière.

Si le Gouvernement entend cependant supprimer le recours en cassation, cette intention n'est pas exprimée correctement dans le texte. En effet, si celui-ci abroge implicitement la procédure spéciale que les articles 71 à 78 du Code électoral prévoient pour le recours en cassation, il ne modifie en rien la règle générale inscrite dans l'article 609 du Code judiciaire, selon laquelle la Cour de Cassation statue sur les demandes en cassation des cours et tribunaux rendues en toutes matières et en dernier ressort.

.../...

Dans la même hypothèse, les articles 71 à 78 du Code électoral, qui deviendraient sans objet, doivent être abrogés expressément.

Article 92 modifié du Code électoral.

Dans l'alinéa 4 nouveau de l'article 92, le mot "soit" doit être remplacé par "a été" et les mots "suite à " par "ensuite".

Article 95 nouveau du Code électoral.

§ 4, alinéa 2, 1°. La distinction entre tribunal et section du tribunal est inutile, le rang d'ancienneté étant déterminé par tribunal et non par section de tribunal.

6°. La rédaction suivante est proposée :

"6° les titulaires de fonctions du niveau 1 relevant de l'Etat et les titulaires d'un grade équivalent relev des provinces, des communes, des associations et des fédérations de communes ou de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;".

.../...

§ 5. Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de créer une infraction disciplinaire particulière. La fin du § 5 : "sans préjudice de toute sanction disciplinaire ..." est, dès lors, inutile et, afin d'éviter toute équivoque, doit être omise.

§§ 7, 8 et 9. La rédaction suivante est proposée :

"§ 7. Le bureau principal de canton se compose du président, de quatre assesseurs ... et d'un secrétaire nommé conformément à l'article 100.

§ 8. Les bureaux de dépouillement sont établis au chef-lieu du canton électoral. Ils se composent du président, de quatre assesseurs ... et d'un secrétaire nommé conformément à l'article 100.

§ 9. Les bureaux de vote se composent du président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants et d'un secrétaire nommé conformément à l'article 100. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés par le président, douze jours au moins avant l'élection, parmi les électeurs les moins âgés de la section ayant, le jour de l'élection, au moins quarante ans et sachant lire et écrire. Le président ...".

§ 10. A l'alinéa 3, le mot "ces" doit être remplacé par "ses".

.../...

§ 12. La rédaction suivante est proposée :

"§ 12. Dans les quatre mois de la publication de la présente loi, les institutions et les organismes auxquels sont attachées les personnes énumérées au § 4, alinéa 2, transmettent aux administrations communales intéressées la liste complète des personnes qui pourraient être investies d'une des fonctions mentionnées au § 4, alinéa 1er. Chaque année, dans le courant du mois de mars, ces institutions et ces organismes communiquent aux administrations communales les modifications à apporter à la liste.

En cas d'élection, le collège des bourgmestre et échevins dresse immédiatement la liste des personnes susceptibles d'être désignées et la transmet au président du bureau principal de canton".

Article 102 nouveau du Code électoral.

En plus des modifications que le projet apporte à cet article, il pourrait être proposé de remplacer les mots "pour être déposée à l'inspection du public" par "qui prend les mesures nécessaires pour en permettre la consultation par le public".

Article 107 nouveau du Code électoral.

L'alinéa 3 de cet article pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Le commissaire d'arrondissement veille à ce que le collège des bourgmestre et échevins envoie une lettre de convocation à chaque électeur à sa résidence actuelle, au moins quinze jours à l'avance".

A l'alinéa 5, la première phrase est sans portée puisque les lettres de convocation ne sont plus envoyées sous récépissé. L'alinéa 5 devrait être rédigé de la manière suivante :

"L'électeur qui n'a pas reçu sa lettre de convocation pourra la retirer au secrétariat communal jusqu'au jour de l'élection à midi. Il est fait mention de cette faculté dans le communiqué prévu à l'alinéa 1er".

A l'alinéa 6, les mots "ainsi que la mention ... avant l'élection" sont inutiles, puisque les lettres de convocation ne sont envoyées qu'aux personnes inscrites dans le registre des électeurs.

Article 116 modifié du Code électoral.

L'alinéa 12 de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Ils reconnaissent dans le même acte les deux candidats désignés par les parlementaires visés à l'alinéa 1er aux fins de déposer l'acte de présentation".

.../...

Articles 120 et 121 modifiés du Code électoral.

Les mots "ou le candidat" doivent se lire "ou au candidat".

Article 128 modifié du Code électoral.

Afin de faciliter la compréhension de l'article 128, tel qu'il résulte des modifications envisagées, mieux vaudrait remplacer entièrement cet article.

Au surplus, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les listes de candidats sont inscrites dans le bulletin, à la suite les unes des autres. Chaque nom de candidat isolé et chaque liste de candidats sont surmontés d'une case réservée au vote et de la dénomination complète ou du sigle de la liste, imprimés en capitales ayant au moins 5 millimètres de hauteur et 3 millimètres d'épaisseur. Si deux ou plusieurs listes ont la même dénomination ou le même sigle, le mot "tendance" est ajouté, suivi du nom du premier candidat de la liste".

Article 147bis nouveau du Code électoral.

Au § 1er, le 2° pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a) est retenu à l'étranger ...;

b) se trouvant dans le Royaume ...

L'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend".

Au 3°, alinéa 2, du § 1er, les mots "où ils sont inscrits" devraient être remplacés par "où l'intéressé est inscrit".

Au § 2, alinéa 1er, les mots "ou alors une personne ..." devraient être remplacés par "ou toute personne habitant à la même adresse".

Au § 3, il est proposé de rédiger comme suit l'alinéa 1er :

"La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal".

Pour les §§ 4 et 5, la rédaction suivante est proposée :

"§ 4. Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats

.../...

mentionnés au § 1er, et lui présente sa carte d'identité et la convocation du mandant, sur laquelle le président mentionne "a voté par procuration".

§ 5. Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article 146, alinéa 1er, et transmises, avec ce relevé, au juge de paix du canton".

Article 149 nouveau du Code électoral.

Le texte suivant est proposé :

"Article 149.-

Chaque bureau de dépouillement recueille les bulletins de différents bureaux de vote. Le nombre des électeurs inscrits dans les bureaux de vote dont les bulletins sont confiés à un même bureau de dépouillement, ne peut dépasser 2.400. Ce dernier nombre est ramené à 1800 lorsque le nombre des représentants ou celui des sénateurs à élire est supérieur à 10.

Chaque bureau ...

Le bureau A ...".

Article 150 nouveau du Code électoral.

Les mots "appelés à être" doivent être omis.

.../...

Article 151 nouveau du Code électoral.

Pour plus de clarté, les mots "conformément à l'article 161, alinéa 8" devraient être ajoutés après "le double du tableau des résultats".

Article 171 nouveau du Code électoral.

La première phrase de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme suit :

"Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant etc..., les candidats non élus qui ont obtenu le plus grand nombre de voix; en cas de parité de voix, les candidats sont déclarés suppléants dans l'ordre de leur inscription sur le bulletin de vote".

Article 207 modifié du Code électoral.

Les personnes visées à l'article 7 sont celles qui sont frappées d'une suspension de leurs droits électoraux et qui, dès lors, ne peuvent légalement prendre part au vote. Les mots "en dehors des cas prévus à l'article 7" sont donc inutiles et doivent être omis et les mots "qui se trouvent dans une situation privative de liberté" doivent être remplacés par "qui sont privés de leur liberté".

Article 209 modifié du Code électoral.

A cet article, les mots "juge au" devraient être omis.

.../...

MODELE II MODIFIE.

Le b) devrait être rédigé comme suit :

"b) au- dessus de chaque liste de candidats, doit être indiqué, conformément à l'article 128, la dénomination ou le sigle de la liste".

Examen de l'article 2 du projet (modifications à la loi du 19 octobre 1921

Article 6 nouveau de la loi du 19 octobre 1921.

A l'alinéa 1er les mots "bureau provincial de district" doivent se lire "bureau principal de district".

Au dernier alinéa, les mots "à la fois" doivent être remplacés par "en même temps".

Article 25 de la loi du 19 octobre 1921.

Bien que le projet ne modifie pas cet article qui énumère les personnes qui ne peuvent être membres du conseil provincial, il serait opportun de compléter le 2° par la mention du vice-gouverneur du Brabant dont le statut "est identique à celui des commissaires du gouvernement, gouverneurs de province" (Loi provinciale, article 5, dernier alinéa).

.../...

Examen de l'article 3 du projet (modifications à la loi du 15 mai 1949).

L'article 3 du projet modifie la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux afin de mettre cette loi en concordance avec les modifications apportées au Code électoral.

L'intitulé de la loi n'est pas indiqué correctement dans le projet.

Article 2 modifié de la loi du 15 mai 1949.

Ce sont les alinéas 1er, 2 et 3 de l'article 2 qui sont remplacés et non les alinéas 1er et 2.

Dans l'alinéa 5, les mots "à la fois" doivent être remplacés par "en même temps".

Examen de l'article 4 du projet (modifications à la loi électorale communa

Article 9 nouveau de la loi électorale communale.

Les alinéas 2 et 3 de cet article devraient être intervertis.

.../...

Article 11 nouveau de la loi électorale communale

Il y a lieu d'écrire, in fine, de cet article : "parmi ces électeurs, par le président du bureau de vote principal dans l'ordre déterminé par l'article 95, § 4, du Code électoral".

Article 23 modifié de la loi électorale communale

La population à prendre en considération à cet article est celle qui ressort du dernier recensement décennal (arrêt Elections communales de Miecret, n° 14.647, du 2 avril 1971). Il est dès lors, proposé d'insérer un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

"Le chiffre de la population est celui qui résulte du dernier recensement général".

- A l'alinéa 3 nouveau (qui deviendrait l'alinéa 4), il faut lire "ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les deux conseillers communaux sortants" (voir le texte néerlandais).
- Le projet ne touche pas à l'alinéa 4 (qui deviendrait l'alinéa 5). Cet alinéa a été remplacé par l'article 1er, § 3, 6, de la loi du 26 juin 1970. Si l'on prend cette modification à la lettre, l'alinéa 4 nouveau doit se lire comme suit : "Elle indique les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent".

.../...

Il semble que ce soit par erreur que l'article 1er, § 3, 6, de la loi du 26 juin 1970 a remplacé tout l'alinéa. L'intention du législateur ne paraît pas avoir été d'abroger la deuxième phrase, modifiée par la loi du 8 juillet 1969, qui disposait : "L'indentité de la femme-candidat mariée ou veuve peut être précédée du nom de son époux ou de son époux décédé".

En effet, a) le texte néerlandais établi par la même loi du 26 juin 1970 reprend la deuxième phrase;

b) l'article 116, alinéa 3, du Code électoral, est repris dans le présent projet avec cette seconde phrase.

Il est, dès lors, proposé d'insérer dans le projet un article final rédigé comme suit : "A l'article 1er, § 3, 6, de la loi du 26 juin 1970 portant mise à jour du texte français et établissant le texte néerlandais du Code électoral, de la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée par les Chambres législatives et les conseils provinciaux et de la loi électorale communale, les mots "le quatrième alinéa" sont remplacés par les mots "la première phrase du quatrième alinéa".

Le présent article sortit ses effets le 27 juillet 1970".

Article 26 nouveau de la loi électorale communale.

L'observation qu'appelle le paragraphe 2 de cet article a été faite à l'occasion de l'examen de l'article 10 nouveau du Code électoral.

.../...

L'alinéa 1er, in fine, de ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit : "... au moment de la présentation de la liste".

Article 30 modifié de la loi électorale communale

n° 10. La phrase "Si deux ou plusieurs listes ... devrait faire l'objet, non pas d'un alinéa 3 nouveau, mais d'une troisième phrase ajoutée à l'alinéa 2.

- Au lieu de supprimer l'alinéa 6 et de remplacer l'alinéa 7, il conviendrait de remplacer les alinéas 6 et 7, par les deux phrases de l'alinéa 7 nouveau, chacune d'elles formant un alinéa distinct.

Article 44 nouveau de la loi électorale communale

La rédaction du deuxième alinéa devrait s'inspirer de celle qui est proposée pour l'article 95 nouveau du Code électoral.

Article 65 modifié de la loi électorale communale

L'observation qu'appelle cette disposition a été faite à l'occasion de l'examen de l'article 10 nouveau du Code électoral.

.../...

Articles 74 à 76 nouveaux de la loi électorale communa

Au troisième alinéa de l'article 74, les mots "du conseil" doivent être omis; il en est de même de la virgule qui suit le mot "envoyée".

Il est proposé d'insérer à la suite de l'article 74 un article 74bis reprenant la teneur du dernier alinéa de l'article 76 proposé par le Gouvernement.

Le quatrième alinéa de l'article 75, § 1er, devra être reporté au § 2 dont il constituerait l'alinéa 1er.

A l'article 75, § 2, alinéa 1er, (qui deviendrait l'alinéa 2), le mot "toute" doit être omis.

Au second alinéa, les mots : "En l'absence de toute décision modificatrice" doivent être remplacés par "En l'absence de réformation".

Il est proposé de scinder l'article 76 nouveau en deux articles : un article 76 reprenant les trois premiers alinéas, un article 76bis reprenant les alinéas 4 et 5. Ces articles devraient être rédigés comme suit :

"Article 76.-

La décision de la députation permanente ou l'absence de toute décision dans le délai prescrit est notifiée par les soins du greffier provincial au conseil communal et, par lettre recommandée à la poste, aux réclamants.

.../...

En outre,

1° en cas d'annulation de l'élection, la décision de la députation permanente est notifiée de la même manière aux deux conseillers sortants visés à l'article 23, alinéa 1er, ou aux trois électeurs signataires visés à l'article 23, alinéa 3.

2° la décision par laquelle la députation permanente, se prononçant ou non sur une réclamation, modifie la répartition des sièges entre les listes, l'ordre des conseillers élus ou celui des suppléants, est notifiée de la même manière aux conseillers élus qui perdent leur qualité d'élu, et aux suppléants élus qui perdent leur rang de premier ou de second suppléant.

Article 76bis.-

Un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision de la députation permanente doit être notifiée.

Le Conseil d'Etat statue sans délai sur le recours".

A l'article 76bis, les mots "exception faite du conseil communal" n'ont pas été repris. Le conseil communal n'est pas une personne; il est de jurisprudence constante que le conseil communal sortant n'a pas de recours au Conseil d'Etat.

On doit se demander si c'est à dessein que le recours du gouverneur prévu par le dernier alinéa du texte actuel de l'article 76 a été omis.

.../...

Examen de l'article 5 du projet (modifications à la l
du 26 juillet 1971).

Articles 30 abrogé et 31 de la loi du 26 juillet 197

Il y a lieu de diviser l'article 31 en deux articles distincts, qui seraient rédigés comme suit :

"L'article 30 est remplacé par les dispositions suivantes : (article 31, alinéas 1er, 2, 3 et 5 du projet).

L'article 31 est remplacé par la disposition suivante : (article 31, alinéa 4, du projet)".

Examen des articles 6 à 8 du projet (mises en concor
dance diverses).

Outre les mises en concordance prévues par les articles 6 à 8 du projet, il y a lieu de mettre en concordance avec les dispositions de celui-ci :

1° l'article 31, 2°, du Code pénal, compte tenu de l'article 227 projeté;

2° l'article 42 des lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946, qui dispose :

"L'article 7, 12°, du Code électoral n'est applicable, en aucun cas, à ceux qui ont obtenu ou obtiendront un concordat judiciaire".

*

* *

.../...

L'article 96 de la loi du 26 juillet 1971 contient une autorisation de codification. La généralité des termes employés permet au Roi de procéder à la codification de la législation électorale. Cette codification paraît indispensable. Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est d'y procéder.

*

* *

La présentation suivante est proposée pour l'ensemble du projet. Dans cette présentation ne sont pas reprises les modifications de forme ni les dispositions nouvelles que le Conseil d'Etat a proposées dans le corps du présent avis.

*

CHAPITRE Ier. - MODIFICATIONS DU CODE ELECTORAL.

Article 1er.-

L'article 1er du Code électoral, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. ...".

Article 2.-

Sont abrogés dans le même Code :

1° l'article 2, modifié par les lois des 24 mars 1949 et 26 juin 1970;

2° l'article 3;

3° l'article 5, modifié par la loi du 17 mars 1958.

.../...

Article 3.-

L'article 6 du même Code, modifié par la loi du 21 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. ...".

Article 4.-

L'article 7 du même Code, modifié par les lois des 21 août 1948, 30 juin 1953, 8 avril 1965 et 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. ...".

Article 5.-

L'article 8 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8. ...".

Article 6.-

L'article 9 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. ...".

Article 7.-

Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre premier du même Code :

"Article 9bis. ...".

Article 8.-

L'intitulé du titre II du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

.../...

"Titre II. Du registre des électeurs, des réclamations et des recours".

Article 9.-

Les articles 10 à 43 du même Code, modifiés par les lois des 24 mars 1949, 25 juin 1952, 23 juillet 1952, 30 juin 1953, 17 mars 1958, 3 juillet 1969 et 26 juin 1970, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"CHAPITRE Ier. DU REGISTRE DES ELECTEURS".

"Article 10. ...".

Article 10.-

Les articles 44 à 86 du même Code, modifiés par les lois des 17 mars 1958, 5 juillet 1963, 10 octobre 1967 et 26 juin 1970, sont abrogés (sous réserve de l'observation faite au 3 de cet article).

Article 11.-

L'intitulé du titre III du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"Titre III. De la répartition des électeurs et des bureaux électoraux".

Article 12.-

L'article 88, alinéa 3, du même Code est abrogé.

Article 13.-

A l'article 89 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° l'alinéa 1er, modifié par la loi du 8 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante : "Le vote a lieu à la commune";

2° à l'alinéa 2, modifié par la loi du 26 juin 1970, les mots "canton judiciaire" sont remplacés par les mots "canton électoral".

Article 14.-

A l'article 91, alinéa 2, du même Code, les mots "mais en aucun cas plus de huit" sont supprimés.

Article 15.-

A l'article 92 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...";

2° l'alinéa 4, abrogé par la loi du 3 juillet 1969, est rétabli dans la rédaction suivante : "...".

Article 16.-

L'article 93 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 93. ...".

Article 17.-

L'article 94 du même Code, modifié par la loi du 17 mai 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 94. ...".

.../...

Article 18.-

L'article 95 du même Code, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 95. ...". (1)

Article 19.-

A l'article 96 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "le premier bureau du chef-lieu" sont remplacés par les mots "le bureau principal du canton";

2° à l'alinéa 2, les mots "du bureau principal" sont remplacés par les mots "du bureau principal d'arrondissement".

Article 20.-

Sont abrogés dans le même Code :

1° les articles 97 et 98;

2° l'article 99, modifié par la loi du 15 mai 1949.

Article 21.-

L'article 100 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 100. Le secrétaire est nommé par le président du bureau parmi les électeurs de l'arrondissement. Il n'a pas voix délibérative".

.../...

---

(1) Il y aurait lieu de prévoir expressément dans la loi que les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat ne peuvent être appelés à faire partie des bureaux de vote et de dépouillement.

Article 22.-

A l'article 102 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "du premier bureau du chef-lieu sont remplacés par les mots "du bureau principal du canton";

2° à l'alinéa 2, les mots "du bureau du canton" sont remplacés par les mots "du bureau principal du canton".

Article 23.-

L'article 104 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 104. ...".

Article 24.-

L'article 107 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 107. ...".

Article 25.-

A l'article 108, alinéa 2, modifié par la loi du 8 juillet 1970, les mots "l'article 147octies" sont remplacés par les mots "l'article 147bis".

Article 26.-

L'article 115 du même Code, modifié par la loi du 17 mars 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 115. ...".

.../...

Article 27.-

L'article 115bis, inséré par la loi du 16 mai 1949 dans le même Code, est abrogé.

Article 28.-

A l'article 116 du même Code, modifié par les lois des 13 avril 1936, 16 mai 1949, 17 mai 1949 et 26 juin 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er à 3 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...";

2° à l'alinéa 7, les mots "titulaires ou suppléants" sont supprimés;

3° l'alinéa 12 est complété par la disposition suivante : "...";

4° l'alinéa 13 est remplacé par la disposition suivante : "...";

5° l'alinéa 14 est abrogé;

6° l'alinéa 15 est complété par la disposition suivante : "...".

Article 29.-

L'article 117 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 117. (l'alinéa 1er comme au projet, l'alinéa 2 comme l'alinéa 4 actuel)".

Article 30.-

L'article 118 du même Code, modifié par la loi du 16 mai 1949, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 118. (les 2 premiers alinéas comme au projet, l'alinéa 3 comme l'alinéa 3 actuel amendé)".

Article 31.-

L'article 118bis, inséré par la loi du 16 mai 1949 dans le même Code, est abrogé.

Article 32.-

A l'article 119 du même Code, modifié par la loi du 17 mai 1949 et à l'article 119bis, y inséré par la loi du 17 mars 1958, les mots "bureau principal" sont remplacés par les mots "bureau principal d'arrondissement".

Article 33.-

A l'article 120, alinéa 1er, du même Code, modifié par les lois des 17 mai 1949 et 26 juin 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "le bureau principal" sont remplacés par les mo "le bureau principal d'arrondissement";

2° les mots "à l'électeur" sont remplacés par les mots "à l'électeur ou au candidat".

Article 34.-

A l'article 121 du même Code, modifié par la loi du 17 mai 1949, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1er et 2, les mots "du bureau principal" sont remplacés par les mots "du bureau principal d'arrondissement";

2° à l'alinéa 2, les mots "à l'électeur" sont remplacés par les mots "à l'électeur ou au candidat".

.../...

Article 35.-

Aux articles 122 et 124 du même Code, modifiés par la loi du 17 mai 1949, à l'article 125, modifié par les lois des 17 mai 1949 et 17 mars 1958, à l'article 125ter, inséré par la loi du 17 mai 1949, les mots "bureau principal" sont remplacés par les mots "bureau principal d'arrondissement".

Article 36.-

A l'article 123 du même Code, modifié par la loi du 17 mai 1949, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "du bureau principal" sont remplacés par les mots "du bureau principal d'arrondissement";

2° l'alinéa 3, 2°, est remplacé par la disposition suivante

"2° nombre trop élevé de candidats";

3° l'alinéa 3, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

"4° absence ou insuffisance de mentions relatives aux nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats ou des électeurs autorisés à déposer l'acte";

4° à l'alinéa 5, les mots "titulaires ou suppléants" sont supprimés.

Article 37.-

A l'article 125bis du même Code, y inséré par la loi du 17 mai 1949, les mots "bureaux principaux" sont remplacés par les mots "bureaux principaux d'arrondissement"

.../...

Article 38.-

L'article 126 du même Code, modifié par la loi du 15 mai 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 126. (comme au projet, ensuite l'alinéa 4 actuel)".

Article 39.-

A l'article 127 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "...";

2° à l'alinéa 2, les mots "du collège" et "du bureau principa sont remplacés respectivement par les mots "de l'arrondissement électoral" et "du bureau principal d'arrondissement

Article 40.-

A l'article 128 du même Code, modifié par les lois des 17 mars 1958 et 26 juin 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "...";

2° à l'alinéa 2, les mots "présenté sans suppléant" sont supprimés;

3° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante : "...";

4° les alinéas 5 et 6 sont abrogés;

5° l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante : "...";

6° l'alinéa 8 est remplacé par la disposition suivante : "...";

7° les alinéas 10 et 11 sont abrogés;

8° l'article est complété par l'alinéa suivant : "...".

.../...

Article 41.-

A l'article 128bis, inséré par la loi du 17 mai 1949 dans le même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "le bureau principal" sont remplacés par les mots "le bureau principal d'arrondissement";

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Article 42.-

A l'article 129 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "Le président" sont remplacés par les mots "Le président du bureau principal d'arrondissement";

2° aux alinéas 4 et 5, les mots "du bureau principal" sont remplacés par les mots "du bureau principal d'arrondissement".

Article 43.-

A l'article 130, alinéa 1er, du même Code, les mots "dans un même collège" sont remplacés par les mots "dans un même arrondissement électoral".

Article 44.-

A l'article 131, alinéas 3 et 4, du même Code, les mots "bureau principal" sont remplacés par les mots "bureau principal du canton".

.../...

Article 45.-

A l'article 132 du même Code, les mots "des électeurs" sont remplacés par les mots "des personnes".

Article 46.-

A l'article 133, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 17 mars 1958, les mots "candidats titulaires" sont remplacés par le mot "candidat".

Article 47.-

L'article 141 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 141. ...".

Article 48.-

A l'article 142 du même Code, modifié par les lois des 26 décembre 1950, 17 mars 1958 et 3 juillet 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er et 2 sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : "...";

3° les alinéas 7 et 8 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...";

Article 49.-

L'article 144 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 144. ...".

.../...

Article 50.-

L'article 147 du même Code est complété par l'alinéa suivant : "...".

Article 51.-

L'intitulé du chapitre IIIbis est remplacé par l'intitulé suivant :

"CHAPITRE IIIbis. DU VOTE PAR PROCURATION".

Article 52.-

L'article 147bis, inséré par la loi du 8 juillet 1970, dans le même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 147bis. ...".

Article 53.-

Sont abrogés dans le même Code :

1° les articles 147ter à 147 septies, y insérés par la loi du 8 juillet 1970;

2° le chapitre IIIter, comprenant les articles 147 octies à 147 nonies, y insérés par la loi du 8 juillet 1970;

3° l'article 148, modifié par la loi du 17 mars 1958.

Article 54.-

L'article 149 du même Code, modifié par les lois des 26 juin 1970 et 8 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 149. ...".

.../...

Article 55.-

L'article 150 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 150. ...".

Article 56.-

L'article 151 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 151. ...".

Article 57.-

L'article 152 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 152. ...".

Article 58.-

L'article 154 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 154. ...".

Article 59.-

A l'article 155, alinéa 1er, du même Code, les mots "un ou deux membres du bureau" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs membres du bureau".

.../...

Article 60.-

A l'article 156 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : "...";

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Article 61.-

L'article 157 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 157. ...".

Article 62.-

A l'article 161 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "du bureau principal", sont remplacés par les mots, "du bureau principal d'arrondissement ";

2° les alinéas 4 et 7 sont abrogés;

3° à l'alinéa 8, les mots "le président du premier bureau" sont remplacés par les mots "le président du bureau principal du canton";

4° les alinéas 9 à 11 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...".

Article 63.-

A l'article 162 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° aux alinéas 1er et 3 les mots "le président" sont remplacés par les mots "le président du bureau de dépouillement";

2° à l'alinéa 3, les mots "au président du collège électoral" sont remplacés par les mots "au président du bureau principal d'arrondissement".

Article 64.-

L'article 163 du même Code est abrogé.

Article 65.-

A l'article 164 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1er et 2, les mots "le président" sont remplacés par les mots "le président du bureau principal d'arrondissement";

2° l'article est complété par les alinéas suivants : "...".

Article 66.-

L'article 166, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante : "Ce total est déterminé par l'addition des votes en tête de liste (article 144, alinéa 2) et des votes nominatifs obtenus par les candidats".

Article 67.-

A l'article 167 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° à l'alinéa 1er, les mots "Le bureau principal" sont remplacés par les mots "Le bureau principal d'arrondissement";

2° à l'alinéa 3, les mots "titulaires et suppléants" sont supprimés.

Article 68.-

A l'article 169 du même Code, les mots "Le bureau principal" sont remplacés par les mots "Le bureau principal d'arrondissement".

Article 69.-

A l'article 170 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1er et 2, le mot "titulaire" est supprimé;

2° à l'alinéa 2, les mots "bureau principal" sont remplacés par les mots "bureau principal d'arrondissement";

3° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : "...".

Article 70.-

L'article 171 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 171. ...".

Article 71.-

A l'article 173, alinéa 1er, du même Code, les mots "du bureau principal" sont remplacés par les mots "du bureau principal d'arrondissement".

.../...

Article 72.-

Aux articles 181 et 201 du même Code, modifiés par la loi du 8 juillet 1970, les mots "l'article 147 octies" sont remplacés par les mots "l'article 147bis".

Article 73.-

A l'article 196 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, le mot "provisoires" est supprimé;

2° à l'alinéa 2, le mot "définitives" est supprimé.

Article 74.-

L'article 207 du même Code est complété par l'alinéa suivant : "...".

Article 75.-

L'article 209, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante : "...".

Article 76.-

L'intitulé du titre VII du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"Titre VII. De l'élection des sénateurs provinciaux et des sénateurs nommés par le Sénat".

Article 77.-

Dans le même titre, le chapitre premier, comprenant les articles 211 à 215, forme le chapitre II, qui comprendra les articles 219 à 222, le chapitre II, comprenant les articles 216 à 222, forme le chapitre Ier qui comprendra les articles 211 à 217.

.../...

Article 78.-

L'article 227 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 227. ...".

Article 79.-

L'article 240 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 240. ...".

Article 80.-

Aux instructions pour l'électeur, annexées au même Code, sont apportées les modifications suivantes :

§ 1er. au modèle I :

1° au n° 1 ...;

2° au n° 2 ...;

3° au n° 3, alinéa 1er, le mot "effectifs" et la seconde phrase sont supprimés;

4° au n° 3, alinéa 2 ...;

5° au n° 4, alinéa 1er ...;

6° au n° 4, les alinéas 2, 3 et 5 sont supprimés;

7° au n° 4, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante : "...";

8° au n° 7 ...;

§ 2. au modèle II :

1° ;

2° .

.../...

CHAPITRE II. MODIFICATIONS DE LA LOI DU 19 OCTOBRE 1921 ORGANIQUE DES ELECTIONS PROVINCIALES.

Article 81.-

A l'article 3 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, modifié par la loi du 26 avril 1929, la référence "91 à 104" est remplacée par la référence "91 à 104 et 107".

Article 82.

L'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 15 mai 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. ...".

Article 83.-

L'article 7, modifié par la loi du 26 avril 1929, de la même loi est abrogé.

Article 84.-

A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 8 juillet 1970, l'alinéa 2 est abrogé.

Article 85.-

A l'article 11 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "...";

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : "Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des membres à élire".

.../...

Article 86.-

A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 17 mars 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...";

2° les alinéas 3 à 5 sont abrogés;

3° à l'alinéa 6, la seconde phrase est supprimée;

4° à l'alinéa 8, les mots "à l'exception de celles qui concernent les suppléants" sont supprimés.

Article 87.-

A l'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 26 avril 1929, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "ou des conseillers provinciaux sortants" sont insérés après les mots "avec l'assentiment des électeurs";

2° aux alinéas 2 et 3, la référence "115, alinéa 3" est remplacée par la référence "115, alinéa 2".

Article 88.-

Sont abrogés dans la même loi :

1° l'article 15bis, y inséré par la loi du 8 juillet 1970;

2° l'article 16, modifié par la loi du 26 avril 1929.

.../...

Article 89.-

A l'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 16 avril 1929, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "au bureau principal" sont remplacés par les mots "au bureau principal de district";

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Article 90.-

L'article 24 de la même loi, modifié par les lois des 11 août 1928 et 26 avril 1929 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 24. ...".

Article 91.-

A l'article 27 de la même loi, modifié par la loi du 26 juin 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est supprimé;

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° les agents des administrations de l'Etat et des provinces";

3° le 7° est abrogé.

Article 92.-

Dans les instructions pour l'électeur, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° au modèle I, visé à l'article 10, A 1, ...;

2° au même modèle, A 2, ...;

3° au modèle II, visé à l'article 14 ...

CHAPITRE III. MODIFICATIONS DE LA LOI DU 15 MAI 1949 ORGANISANT L'ELECTION SIMULTANEE POUR LES CHAMBRES LEGISLATIVES ET LES CONSEILS PROVINCIAUX.

Article 93.-

A l'article 2 de la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux, les alinéas 1er à 3 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...".

Article 94.-

Sont abrogés dans la même loi :

1° l'article 3, modifié par la loi du 17 mars 1958;

2° l'article 4.

Article 95.-

L'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 17 mars 1958, est remplacé par la disposition suivante : "Article 6. ...".

.../...

Article 96.-

L'article 6bis, inséré par la loi du 8 juillet 1970 dans la même loi, est abrogé.

Article 97.-

A l'article 7 de la même loi, les mots "..." sont supprimés.

CHAPITRE IV. MODIFICATIONS DE LA LOI ELECTORALE COMMUNALE, COORDONNEE LE 4 AOUT 1932.

Article 98.-

L'article 2 de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, modifié par les lois des 17 mars 1958 et 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. ...".

Article 99.-

L'article 3 de la même loi, abrogé par la loi du 17 mars 1958, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 3. (comme à l'article 4, § 1er, projeté)".

Article 100.-

L'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 27 mars 1948 et 30 juin 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. (comme à l'article 4, § 2, projeté)".

.../...

Article 101.-

L'article 5 de la même loi, abrogé par la loi du 30 juin 1953, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 5. (comme à l'article 4, § 3, projeté)".

Article 102.-

L'article 6 de la même loi, abrogé par la loi du 17 mars 1958, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 6. (comme à l'article 4, § 4, projeté)".

Article 103.-

L'article 9 de la même loi modifié par les lois des 17 mars 1958, 3 juillet 1969, 26 juin 1970 et 8 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. ...".

Article 104.-

L'article 10, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante : "...".

Article 105.-

L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11. ...".

Article 106.-

A l'article 14 de la même loi, modifié par les lois des 17 mars 1958 et 8 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "...";

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Article 107.-

A l'article 21 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "sous récépissé" sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots "les noms des conseillers à remplacer" et les mots "S'il y a plusieurs sections de vote, elles en indiquent la composition" sont supprimés.

Article 108.-

A l'article 23 de la même loi, modifié par les lois des 17 mai 1949 et 26 juin 1970 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "..." sont remplacés par les mots "...";

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : "...";

3° l'alinéa 8 est abrogé.

Article 109.-

L'article 26 de la même loi, modifié par la loi du 8 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26. ...".

.../...

Article 110.-

A l'article 30 de la même loi, modifié par la loi du 17 mars 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "..." sont remplacés par les mots "...";

2° les dispositions suivantes sont insérées entre les alinéas 2 et 3 : "si deux ou plusieurs listes ...";

3° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante; "...";

4° l'alinéa 6 est abrogé;

5° l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante : "...";

6° à l'alinéa 8, la seconde phrase est supprimée.

Article 111.-

A l'article 31 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "autographier ou écrire" sont remplacés par les mots "ou autographier";

2° à l'alinéa 2, les mots "ou écrits à la main" sont supprimés;

3° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : "...".

Article 112.-

L'article 36 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36. ...".

.../...

Article 113.-

Sont abrogés dans la même loi :

1° l'article 37, modifié par les lois des 26 décembre 1950, 17 mars 1958 et 3 juillet 1969;

2° les articles 38 et 39.

Article 114.-

A l'article 40 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, le mot "seule" est supprimé;

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Article 115.-

L'article 41 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 41. ...".

Article 116.-

L'article 42 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 42. (comme à l'article 42bis projeté)".

Article 117.-

L'article 42bis, inséré par la loi du 8 juillet 1970 dans la même loi, est abrogé.

Article 118.-

L'article 44 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 44. ...".

.../...

Article 119.-

L'article 48 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 48. ...".

Article 120.-

A l'article 50 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...";

2° à l'alinéa 5, les mots "..." sont supprimés.

Article 121.-

A l'article 51, alinéa 1er, de la même loi, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° Les bulletins qui contiennent plus d'un vote de liste ou qui contiennent des suffrages en faveur de candidats de listes différentes;".

Article 122.-

L'article 53, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante : "...".

Article 123.-

L'article 55 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 55. ...".

Article 124.-

A l'article 57, alinéa 3, de la même loi, les mots "..." sont supprimés.

.../...

Article 125.-

L'article 63 de la même loi est abrogé.

Article 126.-

A l'article 65 de la même loi, modifié par les lois des 2 juillet 1969 et 26 juin 1970, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er, 3° est remplacé par la disposition suivante :

"3° Etre inscrit au registre de population de la commune";

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Article 127.-

L'article 66 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 66. ...".

Article 128.-

A l'article 68, 1° de la même loi, les mots "non compris leurs suppléants" sont abrogés (1).

Article 129.-

L'article 74 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 74. ...".

.../...

(1) Une autre modification a été proposée pour cet article par le Conseil d'Etat dans son avis du 6 décembre 1973 relatif au projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités; doc. parl. Chambre Rep., session 1973-1974, n° 255 (1971-1972) - n° 9.

Article 130.-

L'article 75 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 75. ...".

Article 131.-

L'article 76 de la même loi, modifié par l'arrêté du Régent du 23 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 76. ...".

Article 132.-

A l'article 77, alinéa 2, de la même loi, les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "cinquante jours".

Article 133.-

Aux instructions jointes à la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au modèle I, au 1, les points 1, 2 et 4 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes : "...";

2° au même modèle, le point 7 est remplacé par la disposition suivante : "...";

3° au modèle II , la case de vote ...;

4° au même modèle, au point 2, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "...";

5° au même modèle, au point 2, alinéa 2, la dernière phrase est supprimée.

.../...

CHAPITRE V. MODIFICATIONS DE LA LOI DU 26 JUILLET 1971 ORGANISANT LES AGGLOMERATIONS ET LES FEDERATIONS DE COMMUNES.

Article 134.-

L'article 21 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes est remplacé par la disposition suivante :

"Article 21. ...".

Article 135.-

A l'article 24, § 1er, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 6 est abrogé;

2° les alinéas 8, 9 et 10 sont remplacés par les dispositions suivantes : "...".

Article 136.-

L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 29. ...".

Article 137.-

L'article 30 de la même loi est abrogé.

Article 138.-

L'article 31 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 31. ...".

Article 139.-

L'article 33 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 33. ...".

.../...

CHAPITRE VI. MODIFICATIONS D'AUTRES LOIS.

Article 140.-

Au chapitre Ier de l'instruction de l'Assemblée nationale des 12-20 août 1970 concernant les fonctions des assemblées administratives, § VIII, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

2° au 3, les alinéas 2, 3, 4 et 5 sont abrogés.

Article 141.-

L'article 25 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, modifié par l'arrêté royal du 29 juillet 1933, est complété par l'alinéa suivant : "...".

Article 142.-

A l'article 123 sexies, § 2, alinéa 2, du Code pénal, modifié par la loi du 30 juin 1961, les mots "les articles 6 et 7,2°, du Code électoral" sont remplacés par les mots "les articles 6 et 7 du Code électoral".

Article 143.-

L'article 1253 du Code judiciaire est complété par l'alinéa suivant : "...".

Article 144.-

L'article 16, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"1° sur les recours en dernier ressort, prévus en matière électorale, par les titres V et VI de la loi électorale communale et par les dispositions qui s'y réfèrent

Het ontwerp brengt een aantal wijzigingen aan :

- in het Kieswetboek;
- in de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincie raadsverkiezingen;
- in de wet van 15 mei 1949 tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen;
- in de gemeentekieswet;
- in de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

*

* *

De voornaamste wijzigingen van het Kieswetboek zijn de volgende :

1. om parlementskiezer te zijn hoeft men niet langer de grote naturalisatie verkregen te hebben, en hoeft de vrouw die Belg is geworden door huwelijk niet meer te voldoen aan de voorwaarde van tien jaar verblijf ;
2. de redenen van uitsluiting van het kiesrecht en van schorsing van de kiesrechten worden eenvoudiger en minder stren
3. de kiezerslijsten worden vervangen door een kiezersregiste dat voortdurend bijgehouden wordt;
4. de procedure inzake het bezwaar bij het college van burgemeester en schepenen en inzake het beroep bij het Hof van beroep wordt vereenvoudigd; deze rechtsmiddelen zullen te allen tijde ingesteld kunnen worden; het cassatieberoep wordt afgeschaft;

.../...

5. de kiesbureaus worden op een nieuwe wijze georganiseerd : het ontwerp voorziet in de oprichting van het "arrondissementshoofdbureau" dat in hoofdzaak de taken van het huidige hoofdbureau overneemt, en van een "kantonhoofdbureau" dat de taken van de voorzitter van het eerste stembureau van het kanton overneemt en belast wordt met de aanwijzing van de getuigen voor de stembureaus en de aanwijzing van de stemopnemingsbureaus;

6. de oproeping van de kiezers door aanplakking aan het gemeentehuis wordt vervangen door een bericht van de Minister van Binnenlandse Zaken in het Belgisch Staatsblad;

7. kandidaten kunnen niet alleen door de kiezers maar ook door drie aftredende parlementsleden worden voorgedragen;

8. het ene nummer dat aan een lijst kan worden toegekend, wordt afgeschaft en vervangen door de benaming of het initiaalwoord van de lijst;

9. het voordragen van kandidaat-opvolgers wordt afgeschaft; de opvolgers worden aangewezen uit de niet verkozen kandidaten;

10. de reiskosten van de kiezers worden vergoed, ongeacht de aard van het gebruikte vervoermiddel;

11. de stemming bij het leger en de stemming per brief worden afgeschaft, de stemming bij volmacht wordt gehandhaafd en veralgemeend;

12. de verkiesbaarheids- en de kiesbevoegdheidsvoorwaarden worden in overeenstemming gebracht.

*

.../...

AANHEF (van het indieningsbesluit).

Aangezien het gaat om een ontwerp van wet, moet de vermelding van artikel 1, vierde lid, van de Grondwet, die trouwens verkeerd is, en die van het advies van de Raad van State vervallen.

*

Onderzoek van artikel 1 van het ontwerp (wijzigingen in het Kieswetboek).

Nieuw artikel 10 van het Kieswetboek.

In het vervolg zullen er geen kiezerslijsten meer zijn; ze worden vervangen door het kiezersregister, dat voortdurend wordt bijgehouden.

Het register "omvat de kiesgerechtigde personen die sedert zes maanden in het bevolkingsregister zijn ingeschreven". Voor kiezers met meer dan één gewone verblijfplaats wordt het hoofdverblijf in aanmerking genomen.

Het ontwerp vervangt de in artikel 47 van de Grondwet bepaalde voorwaarde inzake woonplaats door een voorwaarde inzake verblijfplaats. Het bevolkingsregister heeft immers alleen betrekking op de vestiging of de verandering van verblijfplaats. Noch de wet van 2 juni 1856 op de algemene volkstellingen en de bevolkingsregisters, noch het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters werken met het begrip "woonplaats".

.../...

Ook wijzigt het ontwerp artikel 65 van de gemeentekieswet, doordat het als voorwaarde om tot gemeenteraadslid te worden gekozen en het te kunnen blijven stelt dat de betrokkene moet "ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van de gemeente".

Uit de werkzaamheden van het Nationaal Congres (zie Beltjens, "La Constitution revisée", artikel 47) blijkt dat in artikel 47 van de Grondwet de burgerlijke woonplaats wordt bedoeld. Deze is toentertijd en is nog steeds in het Burgerlijk Wetboek omschreven. Het begrip woonplaats valt niet altijd samen met het begrip verblijfplaats. Daarom heeft het Nationaal Congres dit laatste uitdrukkelijk geweerd (Beltjens ibid.).

Door de verblijfplaats onvoorwaardelijk in de plaats te stellen van de woonplaats, is het ontwerp niet in overeenstemming met het voorschrift van de Grondwet. Het is bovendien niet in overeenstemming met artikel 1 van het nieuwe Kieswetboek dat uitdrukkelijk en terecht werkt met het begrip woonplaats.

Deze moeilijkheid kan men ondervangen door in de ontwerp-wet aan het begrip kieswoonplaats een definitie te geven die overeen te brengen is met artikel 47 van de Grondwet, zoals gedaan wordt in artikel 14 van het Kieswetboek, hetwelk bijgevolg in stand moet worden gehouden.

.../...

De in het ontwerp voorgestelde regeling die verwijst naar de inschrijving in het bevolkingsregister zou slechts kunnen worden aanvaard als die inschrijving niet de noodzakelijke en voldoende voorwaarde voor inschrijving in het kiezersregister was. Die inschrijving kan slechts een vermoeden vormen zoals bepaald is in artikel 17 van het Kieswetboek.

*

Afgezien van de zoëven gemaakte opmerking betreffende de grondwettigheid is bij het ontwerp, zoals het aan de Raad van State is voorgelegd, nog het volgende op te merken :

In de economie van de ontwerp-wet steunt het kiezersregister op het bevolkingsregister. Wanneer iemand ten onrechte ingeschreven, weggelaten of geschrapt is of wanneer zijn naam, voornamen, geboortedatum, adres en beroep verkeerd zijn vermeld, kan hij beroep instellen (nieuwe artikelen 18 en 19).

Artikel 23, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 april 1960, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1971 bepaalt : "De Minister (van Binnenlandse Zaken) beslecht de moeilijkheden en betwistingen in verband met het bepalen van de verblijfplaats ... De gemeentebesturen verrichten ambtshalve ter uitvoering van de beslissing van de Minister ... de nodige inschrijvingen en afvoeringen". Tegen deze beslissing, die een administratieve beslissing is, kan beroep tot nietigverklaring worden ingesteld.

.../...

Als het kiezersregister overeenstemt met het bevolkingsregister en de beweerde vergissing derhalve reeds in dit laatste voorkomt, ingevolge het ontworpen artikel 10, zal het college van burgemeester en schepenen en eventueel het Hof van beroep dan gebonden zijn door de beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken die, bij veronderstelling, een betwisting in verband met de inschrijving in het bevolkingsregister mocht hebben beslecht ?

Zo ja, dan zou de regeling onbestaanbaar zijn met het beginsel dat de erkenning en de uitoefening van het kiesrecht onder de bescherming van hoven en rechtbanken staan en zou de toepassing van artikel 107 van de Grondwet worden ontkracht. Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van de Raad van State, als die uitspraak doet over de verkiesbaarheid van een gemeenteraadslid.

Wordt de vraag ontkennend beantwoord, dan bestaat er gevaar voor afwijkingen tussen de rechtspraak van het Hof van beroep en die van de Raad van State die - het Hof wat de kieswoonplaats, de Raad wat de woonplaats van verkiesbaarheid betreft - uitspraak zullen hebben te doen over dezelfde feitelijke toestand die zich op dezelfde datum voordoet.

Zulke afwijkingen kunnen ook nu reeds voorkomen, maar ze zijn uitzonderlijk wegens het tijdsverschil tussen het opmaken van de kiezerslijsten en de dag van de verkiezing. Als het ontwerp mocht worden aangenomen zouden ze zich onvermijdelijk vaken voordoen.

.../...

Het is zaak van de wetgever te oordelen of hij dat gevaar voor verschil in rechtspraak niet dient te ondervangen door een zelfde gerecht te belasten met het beslechten van de betwistingen èn in verband met de kieswoonplaats èn in verband met de woonplaats van verkiesbaarheid.

*

Nieuw artikel 11 van het Kieswetboek.

Ter wille van de overeenstemming van de terminologie vervange men in het tweede lid de woorden "wijk van de gemeente" door "stemafdeling".

Nieuw artikel 13 van het Kieswetboek.

In het tweede lid zou de tekst onder 2. als volgt moeten worden geredigeerd :

"2. het gerecht dat de beslissing heeft gewezen en de datum van de beslissing".

In het vierde lid vervange men het woord "melden" door "geven ... kennis van ..." (zie artikel 92, tweede lid, nieuw, waarin sprake is van de "bij artikel 13 voorgeschreven kennisgevingen", welke term ook in artikel 92, eerste lid, gebruikt zou moeten worden in plaats van "notificaties").

.../...

Nieuw artikel 14 van het Kieswetboek.

In het eerste lid moeten de woorden "alvorens die lijst op te maken" worden vervangen door "alvorens die lijst wordt opgemaakt".

In de Franse tekst van het eerste en het tweede lid moeten de woorden "au 1er avril" worden vervangen door "le 1er avril".

Nieuw artikel 16 van het Kieswetboek.

In de Franse tekst zou het slot van de eerste volzin als volgt moeten worden gelezen : "... lui permettant de vérifier si lui-même ou tout autre personne est correctement mentionné au registre des électeurs".

Nieuw artikel 18 van het Kieswetboek.

Terwille van eenvormigheid in de terminologie moeten de woorden "beroep instellen" worden vervangen door "bezwaar indienen".

Nieuw artikel 19 van het Kieswetboek.

De woorden "bezwaar instellen" moeten worden vervangen door "bezwaar indienen".

Nieuw artikel 20 van het Kieswetboek.

Het eerste lid moet als volgt beginnen : "Het bezwaar wordt ingediend bij verzoekschrift ...".

In het tweede lid moeten de woorden "het verzoekschrift" worden vervangen door "het bezwaar".

Nieuw artikel 21 van het Kieswetboek.

In het eerste lid vervange men "geschieden" door "worden ingebracht". De laatste volzin van het eerste lid moet als volgt worden gelezen : "Het wordt door de gemeentesecretaris of zijn gemachtigde ontvangen".

In het laatste lid moeten de woorden "bij het voorgaand artikel" worden vervangen door "in artikel 20, tweede lid".

Nieuw artikel 22 van het Kieswetboek.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het gemeentebestuur voegt kosteloos aan het dossier toe een afschrift of uittreksel van alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die verzoeker in zijn verzoekschrift of in zijn conclusies aanvoert om een wijziging van het kiezersregister te verantwoorden".

.../...

Nieuw artikel 23 van het Kieswetboek.

In de Franse tekst van het eerste lid moet het woord "inspection" worden vervangen door "connaissance".

Nieuw artikel 24 van het Kieswetboek.

Voorgesteld wordt :

"Gedurende de termijn bepaald in artikel 23 worden het dossier van de bezwaren en het in artikel 25, tweede lid, bedoelde verslag op de secretarie ter beschikking gehouden van partijen, hun advocaten of hun gemachtigden".

Nieuw artikel 26 van het Kieswetboek.

Ter wille van de eenvormigheid stelle men de Franse tekst geheel in de tegenwoordige in plaats van in de toekomende tijd. Deze opmerking geldt ook voor de nieuwe artikelen 27 en 28.

De tekst geeft geen uitsluitsel omtrent het tijdstip waarop de termijn ingaat. Gaat hij in de dag waarop de kennisgeving is verzonden dan wel de dag waarop ze is ontvangen ?

.../...

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt binnen twee dagen ter kennis van de betrokkene gebracht. Wordt de beslissing genomen binnen de dertig dagen die aan de verkiezing voorafgaan, dan wordt er onverwijld kennis van gegeven. De betrokkenen kunnen beroep instellen bij het Hof van beroep binnen een termijn van acht dagen, ingaande ...".

De tweede volzin van het tweede lid moet als volgt worden gelezen : "Er wordt melding van gemaakt in het bijzond register bedoeld in artikel 25 en de beslissing tot wijziging van het kiezersregister wordt onverwijld ten uitvoer gelegd".

Nieuw artikel 27 van het Kieswetboek.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigere

"Artikel 27.-

Het beroep wordt ingesteld door middel van een verzoekschrift dat op het arrondissementscommissariaat wordt bezorgd.

Het verzoekschrift vermeldt de naam, voornamen en woonplaats van de betrokkene alsook de datum en de inhoud van de beslissing van het college waartegen het beroep wordt ingesteld.

.../...

De arrondissementscommissaris deelt uiterlijk binnen 24 uren aan het gemeentebestuur mede dat beroep is ingesteld.

Verklaart de betrokkene dat hij niet kan schrijven, dan kan het beroep mondeling worden ingesteld binnen de termijn bepaald in artikel 26. Het wordt ontvangen door de gemeentesecretaris of door de daartoe gemachtigde ambtenaar.

De gemeenteambtenaar die het beroep ontvangt, maakt daarvan proces-verbaal op en zendt het dossier onverwijld aan de arrondissementscommissaris.

Het proces-verbaal vermeldt de bezwaren en argumenten die de betrokkene tegen de genomen beslissing aanvoert".

Nieuw artikel 28 van het Kieswetboek.

In de Franse tekst schrijve men "mention de l'appel".

Nieuwe artikelen 29 tot 43 van het Kieswetboek.

Deze artikelen herhalen nagenoeg woordelijk de artikelen 58, 59, 63 tot 70, 78 tot 81 en 84 van het Kieswetboek

.../...

Het ontwerp heft (stilzwijgend) de artikelen 71 tot 78 betreffende het cassatieberoep tegen de arresten van het Hof van beroep op. De memorie van toelichting zegt in dat verband : "Het cassatieberoep wordt opgeheven omdat er nooit gebruik van wordt gemaakt". Deze bewering is niet juist (zie onder meer Cass., 11 juli 1938, Pas. 1938, I, 272; 22 juli 1938, Pas. 1938, I, 286; 19 juli 1949, Pas., 1950, I, 9; 26 mei 1952, Pas. 1952, I, 633; 14 juni 1954, Pas. 1954, I, 873).

Het zou trouwens ten zeerste aangewezen zijn het cassatieberoep te behouden. Het ontwerp wijzigt immers de redenen van uitsluiting van de kiesbevoegdheid en van schorsing van het kiesrecht die rechtstreeks inwerken op de samenstelling van het kiezersregister. De hiervoren aangehaalde arresten hebben juist op geschillen in deze materie betrekking.

Wil de Regering het cassatieberoep echter afschaffe dan komt dat voornemen in de tekst niet op de juiste wijze to uiting. De tekst heft weliswaar stilzwijgend de bijzondere procedure op welke de artikelen 71 tot 78 van het Kieswetboek voor het cassatieberoep voorschrijven, maar wijzigt onder gee enkel opzicht de algemene regel van artikel 609 van het Gerechtelijk Wetboek, volgens welke het Hof van cassatie uitspraak doet "over de voorziening in cassatie tegen beslissing van de hoven en rechtbanken, gewezen in alle zaken en in laatste aanleg".

.../...

In dezelfde veronderstelling moeten de artikelen 71 tot 78 van het Kieswetboek, die overbodig zouden worden, uitdrukkelijk worden opgeheven.

Gewijzigd artikel 92 van het Kieswetboek.

In de Franse tekst van het nieuwe vierde lid van artikel 92 moet het woord "soit" worden vervangen door "a été" en de woorden "suite à" door het woord "ensuite".

Nieuw artikel 95 van het Kieswetboek.

§ 4, tweede lid, 1°. Het onderscheid tussen rechtbank en afdeling van de rechtbank is zonder nut; voor het bepalen van de dienstouderdom komt de rechtbank en niet de afdeling van de rechtbank in aanmerking.

6°. Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"6° De beklederS van een ambt van niveau 1 die onder de Staat ressorteren en de beklederS van een gelijkwaardige graad die ressorteren onder de provincies, gemeenten, verenigingen en federaties van gemeenten of onder enige instelling van openbaar nut al dan niet bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut".

.../...

§ 5. Het ligt niet in de bedoeling van de Regering een bijzonder tuchtvergrijp in te voeren. Het slot van § 5 "onverminderd elke tuchtstraf ..." is derhalve overbodig en moet, om dubbelzinnigheid te voorkomen, vervallen.

§§ 7, 8 en 9. Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

§ 7. Het kantonhoofdbureau bestaat uit de voorzitter, vier bijzitters ... en een secretaris die wordt benoemd overeenkomstig artikel 100.

§ 8. De stemopnemingsbureaus zijn in de hoofdplaats van het kieskanton gevestigd. Zij bestaan uit de voorzitter, vier bijzitters ... en een secretaris die wordt benoemd overeenkomstig artikel 100.

§ 9. De stembureaus bestaan uit de voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris die wordt benoemd overeenkomstig artikel 100. De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter ten minste twaalf dagen vóór de verkiezing aangewezen uit de jongste kiezers van de stemafdeling die op de dag van de stemming ten minste veertig jaar zijn en kunnen lezen en schrijven ...".

§ 10. In de Franse tekst van het derde lid moet "ses" worden gelezen in plaats van "ces".

.../...

§ 12. Voorgesteld wordt :

"§ 12. Binnen vier maanden na de bekendmaking van deze wet zenden de instellingen en organen waaraan de in § 4, tweede lid genoemde personen verbonden zijn, aan de betrokken gemeentebesturen de volledige lijst van de personen die met een van de in § 4, eerste lid vermelde functies kunnen worden bekleed. Elk jaar, in de loop van de maand maart, geven die instellingen en organen aan de gemeentebesturen kennis van de wijzigingen die in de lijst moeten worden aangebracht.

Is er verkiezing, dan maakt het college van burgemeester en schepenen onverwijld de lijst op van de personen die kunnen worden aangewezen en zendt het die lijst aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau".

Nieuw artikel 102 van het Kieswetboek.

Benevens de wijzigingen welke het ontwerp aan dit artikel aanbrengt, zou kunnen worden voorgesteld de woorden "aan de arrondissementscommissaris gezonden om voor een ieder ter inzage te worden gelegd" te vervangen door de woorden "gezonden aan de arrondissementscommissaris, die de nodige maatregelen neemt opdat een ieder er inzage kan van nemen".

Nieuw artikel 107 van het Kieswetboek.

Het derde lid van dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

.../...

"De arrondissementscommissaris draagt zorg dat het college van burgemeester en schepenen ten minste vijftien dagen tevoren aan elke kiezer een oproepingsbrief zendt aan de verblijfplaats die hij op dat tijdstip heeft".

In het vijfde lid is de eerste volzin overbodig nu de oproepingsbrieven niet meer tegen ontvangbewijs worden verzonden. De tekst zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De Kiezer die zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen, kan hem op de gemeentesecretarie afhalen tot op de dag van de stemming 's middags. Van dat recht wordt meldin gemaakt in het bericht voorgeschreven in het eerste lid".

In het zesde lid zijn de woorden "alsmede de vermelding van ... voor de verkiezing" overbodig, aangezien oproepingsbrieven alleen worden gezonden aan hen die in het kiezersregister ingeschreven zijn.

Gewijzigd artikel 116 van het Kieswetboek.

Het twaalfde lid van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd : "In dezelfde verklaring erkennen zij de twee kandidaten die door de in het eerste lid bedoelde parlementsleden zijn aangewezen om de voordracht in te dienen"

Gewijzigde artikelen 120 en 121 van het Kieswetboek

In de Franse tekst moet worden gelezen : "ou au candidat" in plaats van "ou le candidat".

.../...

Gewijzigd artikel 128 van het Kieswetboek.

Voor een beter begrip van artikel 128 zoals het er na de voorgenomen wijzigingen zal uitzien, verdient het aanbeveling de tekst in zijn geheel te vervangen.

Bovendien zou het eerste lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst. Boven de naam van elke alleenstaande kandidaat en boven elke kandidatenlijst staan een stemvak en de volledige benaming of het initiaalwoord van de lijst in hoofdletters van ten minste 5 millimeter hoogte en drie millimeter breedte. Hebben twee of meer lijsten dezelfde benaming of hetzelfde initiaalwoord, dan wordt het woord "strekking" eraan toegevoegd, gevolgd door de naam van de eerste kandidaat van de lijst".

Nieuw artikel 147bis van het Kieswetboek.

In § 1 zou de tekst onder 2° als volgt kunnen worden geredigeerd :

"2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen :

a) in het buitenland opgehouden is ...;

b) zich de dag van de stemming in het Rijk bevindt maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau aan te melden ...

.../...

Van de onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert".

De tekst onder 3°, tweede lid, van § 1, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Van de uitoefening van het beroep moet blijken doo een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het kiezersregister ingeschreven is".

In § 2, eerste lid, zouden de woorden "dan wel een persoon die hetzelfde adres heeft als de volmachtgever" moeten worden vervangen door : "of enig persoon die op hetzelfde adres woont".

On § 3 redigere men het eerste lid als volgt :

"De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Koning wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie".

Voor de §§ 4 en 5 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 4. Ten einde tot de stemming te worden toegelaten, overhandigt de gemachtigde aan de voorzitter van het stem bureau waar de lastgever had moeten stemmen, de volmacht en ee van de in § 1 vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en de oproepingsbrief van de lastgever, waarop de voorzitter vermeldt : "heeft bij vo macht gestemd".

.../...

§ 5. De volmachten worden bij de in artikel 146, eerste lid, bedoelde staat gevoegd en, met die staat, aan de vrederechter van het kanton gezonden".

Nieuw artikel 149 van het Kieswetboek.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 149.-

Ieder stemopnemingsbureau neemt de stembiljetten va verscheidene stembureaus in ontvangst. Het getal van de kiezers die ingeschreven zijn in de stembureaus waarvan de stembiljetten naar een zelfde stemopnemingsbureau gaan, mag 2.400 niet overschrijden. Dat getal wordt op 1.800 teruggebracht wanneer meer dan 10 volksvertegenwoordigers of senatoren moeten worden gekozen".

In de arrondissementen waar meer dan 10 volksvertegenwoordigers moeten worden gekozen, wordt ieder stemopnemingsbureau gesplitst in een bureau A en een bureau B.

Het bureau A ...".

Nieuw artikel 150 van het Kieswetboek.

Het woord "moeten" dient te vervallen.

Nieuw artikel 151 van het Kieswetboek.

Duidelijkheidshalve voege men de woorden "overeenkomstig artikel 161, achtste lid" in na de woorden : "om het dubbel van de stemopnemingstabel te ontvangen".

.../...

Nieuw artikel 171 van het Kieswetboek.

De eerste volzin van het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Voor elke lijst waarop een of meer kandidaten gekozen zijn, worden eerste, tweede, derde opvolger enz... verklaard de niet gekozen kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald; bij gelijk stemmental worden de kandidaten opvolger verklaard in de orde van inschrijving op het stembiljet".

Gewijzigd artikel 207 van het Kieswetboek.

De in artikel 7 bedoelde personen zijn degenen die in de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst en dientengevolge niet op wettige wijze aan de stemming mogen deelnemen. De woorden "buiten de gevallen voorzien in artikel 7" moeten dus als overbodig vervallen. De tekst kan als volgt worden geredigeerd :

"Zij die op de dag van de stemming krachtens een rechterlijke of administratieve beslissing van hun vrijheid beroofd zijn, worden geacht onmogelijk aan de stemming te kunnen deelnemen".

Gewijzigd artikel 209 van het Kieswetboek.

In dit artikel moeten de woorden "de rechter in" vervallen.

.../...

GEWIJZIGD MODEL II.

De tekst onder b) zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"b) boven elke kandidatenlijst moet, overeenkomstig artikel 12 de benaming of het initiaalwoord van de lijst worden vermeld".

Onderzoek van artikel 2 van het ontwerp (Wijzigingen in de wet van 19 oktober 1921)

Nieuw artikel 6 van de wet van 19 oktober 1921.

In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden "bureau provincial de district" worden vervangen door "bureau principal de district".

In de Franse tekst van het laatste lid moeten de woorden "à la fois" worden vervangen door "en même temps".

Artikel 25 van de wet van 19 oktober 1921.

Ofschoon het ontwerp geen wijzigingen aanbrengt in dit artikel, dat een opsomming geeft van de personen die geen deel kunnen uitmaken van de provincieraad, zou het toch dienstig zijn de tekst onder 2° aan te vullen met de vermelding van de vice-gouverneur van Brabant, wiens "rechtstoestand gelijk is aan die van de Regeringscommissarissen, provinciegouverneurs" (Provinciewet, artikel 5, laatste lid).

.../...

Onderzoek van artikel 3 van het ontwerp (Wijzigingen in de wet van 15 mei 1949).

Artikel 3 van het ontwerp wijzigt de wet van 15 mei 1949 tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen ten einde die wet in overeenstemming te brengen met de in het Kieswetboek aangebrachte wijzigingen.

Het opschrift van de wet is in het ontwerp niet juist vermeld.

Gewijzigd artikel 2 van de wet van 15 mei 1949.

Gewijzigd worden niet alleen het eerste en het tweede, maar ook het derde lid van artikel 2. In het vijfde lid van de Franse tekst moeten de woorden "à la fois" worden vervangen door "en même temps".

Onderzoek van artikel 4 van het ontwerp (Wijzigingen in de gemeentekieswet).

Nieuw artikel 9 van de gemeentekieswet.

Het tweede en het derde lid van dit artikel zouden van plaats moeten verwisselen.

.../...

Nieuw artikel 11 van de gemeentekieswet.

Aan het slot van dit artikel moet worden gelezen : "en worden de voorzitters van de stembureaus uit die kiezers benoemd door de voorzitter van het hoofdstembureau, in de volgorde bepaald bij artikel 95, § 4, van het Kieswetboek".

Gewijzigd artikel 23 van de gemeentekieswet.

In dit artikel moet het bevolkingscijfer in aanmerking worden genomen dat blijkt uit de jongste tienjaarlijkse algemene volkstelling (arrest Gemeenteraadsverkiezing te Miecret, nr. 14.647, van 2 april 1971). Derhalve wordt voorgesteld een nieuw tweede lid in te voegen, luidend als volgt :

"Het bevolkingscijfer is datgene dat blijkt uit de jongste algemene volkstelling".

- In het nieuwe derde lid, (dat het vierde zou worden) moet worden gelezen : "of door een van de twee kandidaten, daartoe door de twee aftredende gemeenteraadsleden aangewezen".
- Het ontwerp raakt niet aan het vierde lid (dat het vijfde zou worden). De tekst ervan is vervangen door artikel 1, § 3, 6, van de wet van 26 juni 1970. Neemt men die wijziging letterlijk op, dan zou het nieuwe vierde lid als volgt moeten worden gelezen : "Zij vermeldt de naam, de geboortedatum, het beroep, de woonplaats en het volledig adres der kandidaten, zomede van de kiezers die hen voordragen".

.../...

Dat artikel 1, § 3, 6, van de wet van 26 juni 1970 het gehele lid heeft vervangen lijkt op een vergissing te berusten. Het lijkt niet in de bedoeling van de wetgever te hebben gelegen de tweede volzin, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1969, op te heffen, welke bepaalde : "De identiteit van de kandidaat gehuwde vrouw of weduwe mag voorafgegaan worden door de naam van haar echtgenoot of overleden echtgenoot.

Immers : a) de door dezelfde wet van 26 juni 1970 vastgestelde Nederlandse tekst neemt de tweede volzin over;

b) artikel 116, derde lid, van het Kieswetboek is in het onderhavige ontwerp overgenomen met die tweede volzin.

Derhalve wordt voorgesteld in het ontwerp een slotartikel in te voegen dat als volgt kan worden geredigeerd : "In artikel 1, § 3, 6, van de wet van 26 juni 1970 houdende aanpassing van de Franse tekst en vaststelling van de Nederlandse tekst van het Kieswetboek, van de wet van 15 mei 1949 tot regeling van gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, van de provinciekieswet en van de gemeentekieswet worden de woorden "het vierde lid" vervangen door de woorden "de eerste volzin van het vierde lid".

Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 27 juli 1970".

Nieuw artikel 26 van de gemeentekieswet.

De bij § 2 van dit artikel te maken opmerking is reeds naar voren gebracht bij het onderzoek van het nieuwe artikel 10 van het Kieswetboek.

.../...

In de Franse tekst van het eerste lid, in fine, van deze paragraaf kan beter worden gelezen : "... au moment de la présentation de la liste".

Gewijzigd artikel 30 van de gemeentekieswet.

Nr. 10. De volzin "Indien twee of meer lijsten ..." zou niet een nieuw derde lid maar een aan het tweede lid toe te voegen derde volzin moeten vormen.

- In plaats van het zesde lid op te heffen en het zevende te vervangen ware het beter het zesde en het zevende lid te vervangen door de twee volzinnen van het nieuwe zevende lid, die elk een lid zouden vormen.

Nieuw artikel 44 van de gemeentekieswet.

Voor de redactie van het tweede lid zou moeten worden uitgegaan van de tekst die is voorgesteld voor het nieuwe artikel 95 van het Kieswetboek.

Gewijzigd artikel 65 van de gemeentekieswet.

De bij deze bepaling te maken opmerking is reeds geformuleerd naar aanleiding van het onderzoek van het nieuwe artikel 10 van het Kieswetboek.

.../...

Nieuwe artikelen 74 tot 76 van de gemeentekieswet.

In de Franse tekst van het derde lid van artikel 74 moeten de woorden "du conseil" alsook de komma na "envoyée" vervallen.

Voorgesteld wordt na artikel 74 een artikel 74bis in te voegen, met de inhoud van het laatste lid van het door de Regering voorgestelde artikel 76.

Het vierde lid van artikel 75, § 1, zou onder § 2 moeten komen, als eerste lid.

In de Franse tekst van artikel 75, § 2, eerste lid (dat het tweede zou worden, moet het woord "toute" vervalle

In het tweede lid van de Franse tekst moeten de woorden "En l'absence de toute décision modificatrice" worden vervangen door "En l'absence de réformation".

Voorgesteld wordt het nieuwe artikel 76 in twee artikelen te splitsen, een artikel 76 met de eerste drie leden en een artikel 76bis met het vierde en het vijfde lid. Die artikelen stelle men als volgt :

"Artikel 76.-

Van de beslissing van de bestendige deputatie of van het uitblijven van enige beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt door de provinciegriffier kennis gegeven aan de gemeenteraad en, bij een ter post aangetekende brief aan de bezwaarindieners.

.../..

Bovendien wordt :

1° indien de verkiezing ongeldig verklaard is, van de beslissing van de bestendige deputatie op dezelfde wijze kennis gegeven aan de twee aftredende raadsleden bedoeld in artikel 23, eerste lid, of aan de drie ondertekenaars, bedoeld in artikel 23, derde lid.

2° van de beslissing waarbij de bestendige deputatie, al dan niet uitspraak doende over een bezwaar, de zetelverdeling over de lijsten, de rangorde van de gekozen raadsleden of die van de opvolgers wijzigt, op dezelfde wijze kennis gegeven aan de gekozen raadsleden die hun hoedanigheid van gekozene verliezen, en aan de gekozen opvolgers die hun rang van eerste of van tweede opvolger verliezen.

Artikel 76bis.-

Degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van de bestendige deputatie, kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving beroep instellen bij de Raad van State.

De Raad van State doet onverwijld uitspraak over het ontwerp".

In artikel 76bis zijn de woorden "met uitzondering van de gemeenteraad" niet overgenomen. De gemeenteraad is geen persoon en een vaste rechtspraak wil dat de aftredende gemeenteraad geen beroep bij de Raad van State kan instellen.

Het is niet duidelijk of het beroep waarover de gouverneur krachtens het laatste lid van de huidige tekst van artikel 76 beschikt, opzettelijk weggelaten is.

.../...

Onderzoek van artikel 5 van het ontwerp (Wijzigingen in de wet van 26 juli 1971).

Opgeheven artikel 30 en artikel 31 van de wet van 26 juli 1971.

Artikel 31 dient in twee artikelen te worden gesplitst; zij kunnen als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 30 wordt door de volgende bepaling vervangen : (artikel 31, eerste, tweede, derde en vijfde lid, van het ontwerp).

Artikel 31 wordt door de volgende bepaling vervangen (artikel 31, vierde lid, van het ontwerp)".

Onderzoek van de artikelen 6, 7 en 8 van het ontwerp (In overeenstemming te brengen teksten).

Benevens de teksten die door de artikelen 6 tot 8 van het ontwerp in overeenstemming worden gebracht, moeten in aansluiting op het ontwerp ook nog worden gewijzigd :

1° artikel 31, 2°, van het Strafwetboek, gelet op het ontworpen artikel 227;

2° artikel 42 van de wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946, hetwelk bepaalt :

"Artikel 7, 12°, van het Kieswetboek is in geen geval toepasselijk op degenen die een gerechtelijk akkoord hebben bekomen of zullen bekomen".

*

* *

.../...

Artikel 96 van de wet van 26 juli 1971 verleent machtiging tot codificatie. De formulering is zo algemeen dat het de Koning toestaat de kieswetgeving te codificeren. Dat lijkt volstrekt noodzakelijk. Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard is de Regering voornemens tot een zodanige codificatie over te gaan.

*

* *

Voorgesteld wordt het ontwerp in zijn geheel als volgt in te kleden. In het hier volgende schema zijn niet opgenomen de wijzigingen die de vorm betreffen noch de nieuwe bepalingen welke de Raad van State in dit advies voorstelt.

*

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN VAN HET KIESWETBOEK.

Artikel 1.-

Artikel 1 van het Kieswetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1. ...".

Artikel 2.-

In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1949 en 26 juni 1970;

2° artikel 3;

3° artikel 5, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958.

.../...

Artikel 3.-

Artikel 6 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6 ...".

Artikel 4.-

Artikel 7 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 30 juni 1953, 8 april 1965 en 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7. ...".

Artikel 5.-

Artikel 8 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8. ...".

Artikel 6.-

Artikel 9 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9. ...".

Artikel 7.-

In titel I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9bis. ...".

Artikel 8.-

Het opschrift van titel II van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

.../...

"Titel II. Kiezersregister, bezwaar en beroep".

Artikel 9.-

De artikelen 10 tot 43 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1949, 25 juni 1952, 23 juli 1952, 30 juni 1953, 17 maart 1958, 3 juli 1969 en 26 juni 1970, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"HOOFDSTUK I. KIEZERSREGISTER.

"Artikel 10. ...".

Artikel 10.-

De artikelen 44 tot 86 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958, 5 juli 1963, 10 oktober 1967 en 26 juni 1970, worden opgeheven (onder voorbehoud van de opmerking die gemaakt is bij artikel 3 van dat artikel).

Artikel 11.-

Het opschrift van titel III van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Titel III. Indeling van de kiezers en van de stembureaus".

Artikel 12.-

Artikel 88, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 13.-

In artikel 89 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen : "De stemming heeft plaats in de gemeente";

2° in het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, worden de woorden "rechterlijk kanton" vervangen door de woorden "kieskanton".

Artikel 14.-

In artikel 91, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "maar nooit meer dan acht" geschrapt.

Artikel 15.-

In artikel 92 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden door de volgende bepaling vervangen : "...";

2° het vierde lid, opgeheven bij de wet van 3 juli 1969, wordt in de volgende redactie hersteld : "...".

Artikel 16.-

Artikel 93 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 93. ...".

Artikel 17.-

Artikel 94 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 94. ...".

.../...

Artikel 18.-

Artikel 95 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 95. ...(1)".

Artikel 19.-

In artikel 96 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "het eerste stembureau van de hoofdplaats" vervangen door de woorden "het kantonhoofdbureau";

2° in het tweede lid wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureau".

Artikel 20.-

In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° de artikelen 97 en 98;

2° artikel 99, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1949.

Artikel 21.-

Artikel 100 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 100. De secretaris wordt door de voorzitter van het stembureau benoemd uit de kiezers van het arrondissement. Hij is niet stemgerechtigd".

.../...

(1) In de wet zou uitdrukkelijk moeten worden bepaald dat bekleders van een ambt bij de Raad van State niet mogen worden opgeroepen om deel uit te maken van stembureaus en stemopnemingsbureaus.

Artikel 22.-

In artikel 102 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "eerste stembureau der hoofdplaats" vervangen door het woord "kantonhoofdbureau";

2° in het tweede lid worden de woorden "eerste bureau van het kanton" vervangen door het woord "kantonhoofdbureau".

Artikel 23.-

Artikel 104 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 104.- ...".

Artikel 24.-

Artikel 107 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 107. ...".

Artikel 25.-

In artikel 108, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1970, worden de woorden "artikel 147octies" vervangen door de woorden "artikel 147bis".

Artikel 26.-

Artikel 115bis, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 115. ...".

.../...

Artikel 27.-

Artikel 115bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 16 mei 1949, wordt opgeheven.

Artikel 28.-

In artikel 116 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 april 1936, 16 mei 1949, 17 mei 1949 en 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste tot het derde lid worden door de volgende bepalingen vervangen : "...";

2° in het zevende lid worden de woorden "titularissen of opvolgers" geschrapt";

3° het twaalfde lid wordt met de volgende bepaling aangevuld : "...";

4° het dertiende lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

5° het veertiende lid wordt opgeheven;

6° het vijftiende lid wordt met de volgende bepaling aangevuld : "...".

Artikel 29.-

Artikel 117 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 117. (Het eerste lid zoals in het ontwerp, het tweed lid zoals het huidige vierde lid).

Artikel 30.-

Artikel 118 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 mei 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 118. (Het eerste en het tweede lid zoals in het ontwerp; het derde lid zoals het gewijzigde huidige derde lid)".

Artikel 31.-

Artikel 118bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 16 mei 1949, wordt opgeheven.

Artikel 32.-

In artikel 119 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949, en in artikel 119bis, in dat Wetboek ingevoegd bij de wet van 17 maart 1958, wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissements hoofdbureau".

Artikel 33.-

In artikel 120, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 mei 1949 en 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "hoofdbureau" wordt vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureau";

2° de woorden "aan de kiezer" worden vervangen door de woorden "aan de kiezer of de kandidaat".

Artikel 34.-

In artikel 121 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het tweede lid wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissmentshoofdbureau"

2° in het tweede lid worden de woorden "aan de kiezer" vervangen door de woorden "aan de kiezer of de kandidaat".

.../...

Artikel 35.-

In de artikelen 122 en 124 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949, in artikel 125, gewijzigd bij de wetten van 17 mei 1949 en 17 maart 1958, en in artikel 125ter, ingevoegd bij de wet van 17 mei 1949, wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureau".

Artikel 36.-

In artikel 123 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureau";

2° het derde lid, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° te groot aantal kandidaten";

3° het derde lid, 4°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4° geen of onvoldoende vermelding van de naam, de voornamen, de geboortedatum, het beroep, de woonplaats en het volledig adres van de kandidaten of van de tot inlevering der akte gemachtigde kiezers";

4° in het vijfde lid worden de woorden "kandidaat-titularissen of -opvolgers" vervangen door het woord "kandidaten".

Artikel 37.-

In artikel 125bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 mei 1949, wordt het woord "hoofdbureaus" vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureaus".

.../...

Artikel 38.-

Artikel 126 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 126 (zoals in het ontwerp, daarna het huidige vierde lid)".

Artikel 39.-

In artikel 127 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

2° in het tweede lid worden de woorden "kiescollege" en "hoofdbureau" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "kiesarrondissement" en "arrondissementshoofdbureau".

Artikel 40.-

In artikel 128 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958 en 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

2° in het tweede lid worden de woorden "die zonder opvolger zijn voorgedragen" geschrapt";

3° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

4° het vijfde en het zesde lid worden opgeheven;

5° het zevende lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

6° het achtste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

.../..

7° het tiende en het elfde lid worden opgeheven;

8° het artikel wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

Artikel 41.-

In artikel 128bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 17 mei 1949, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureau";

2° het tweede lid wordt opgeheven

Artikel 42.-

In artikel 129 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de voorzitter" vervangen door de woorden "de voorzitter van het arrondissementshoofdbureau";

2° in het vierde en vijfde lid worden de woorden "van het hoofdbureau" vervangen door de woorden "van het arrondissementshoofdbureau".

Artikel 43.-

In artikel 130, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in een zelfde kiescollege" vervangen door de woorden "in een zelfde kiesarrondissement".

Artikel 44.-

In artikel 131, derde en vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "kantonhoofdbureau".

.../...

Artikel 45.-

In artikel 132 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van de kiezers" vervangen door de woorden "van de personen".

Artikel 46.-

In artikel 133, eerste lid, van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958, wordt het woord "kandidaat-titularissen" vervangen door het woord "kandidaten".

Artikel 47.-

Artikel 141 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 141 ...".

Artikel 48.-

In artikel 142 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 26 december 1950, 17 maart 1958 en 3 juli 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden opgeheven;

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

3° het zevende en het achtste lid worden door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 49.-

Artikel 144 van hetzelfde Wetboek wordt door de vervangen :

"Artikel 144. ...".

.../...

Artikel 50.-

Artikel 147 van hetzelfde Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

Artikel 51.-

Het opschrift van hoofdstuk IIIbis wordt door het volgende opschrift vervangen :

"HOOFDSTUK IIIBIS. STEMMING BIJ VOLMACHT".

Artikel 52.-

Artikel 147bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 147bis. ...".

Artikel 53.-

In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° de artikelen 117ter tot 147septies, ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970;

2° hoofdstuk IIIter, met de artikelen 147octies en 147nonies, ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970;

3° artikel 148, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958.

Artikel 54.-

Artikel 149 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1970 en 8 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 149. ...".

.../...

Artikel 55.-

Artikel 150 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 150. ...".

Artikel 56.-

Artikel 152 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 151. ...".

Artikel 57.-

Artikel 152 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 152. ...".

Artikel 58.-

Artikel 154 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 154. ...".

Artikel 59.-

In artikel 155, eerste lid, worden de woorden "één of twee leden van het bureau" vervangen door de woorden "één of meer leden van het bureau".

.../...

Artikel 60.-

In artikel 156 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

2° het derde lid wordt opgeheven.

Artikel 61.-

Artikel 157 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 157. ...".

Artikel 62.-

In artikel 161 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "van het hoofdbureau" vervangen door de woorden "van het arrondissementshoofdbureau";

2° het vierde en het zevende lid worden opgeheven;

3° in het achtste lid worden de woorden "de voorzitter van het eerste stembureau" vervangen door de woorden "de voorzitter van het kantonhoofdbureau";

4° het negende tot elfde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 63.-

In artikel 162 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in het eerste en het derde lid worden de woorden "de voorzitter" vervangen door de woorden "de voorzitter van het stemopnemingsbureau";

2° in het derde lid worden de woorden "aan de voorzitter van het kiescollege" vervangen door de woorden "aan de voorzitter van het arrondissementshoofdbureau".

Artikel 64.-

Artikel 163 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 65.-

In artikel 164 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "de voorzitter" vervangen door de woorden "de voorzitter van het arrondissementshoofdbureau";

2° het artikel wordt met de volgende leden aangevuld : "...".

Artikel 66.-

Artikel 166, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen : "dit totaal wordt verkregen door optelling van de lijststemmen (artikel 144, tweede lid) en de op kandidaten uitgebrachte naamstemmen".

Artikel 67.-

In artikel 167 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in het eerste lid worden de woorden "het hoofdbureau" vervangen door de woorden "het arrondissementshoofdbureau"

2° in het derde lid worden de woorden "kandidaat-titularissen-opvolgers" vervangen door het woord "kandidaten".

Artikel 68.-

In artikel 169 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "het hoofdbureau" vervangen door de woorden "het arrondissementshoofdbureau".

Artikel 69.-

In artikel 170 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "kandidaat- titularissen" vervangen door het woord "kandidaten";

2° in het tweede lid wordt het woord "hoofdbureau" vervangen door het woord "arrondissementshoofdbureau";

3° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 70.-

Artikel 171 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 171. ...".

Artikel 71.-

In artikel 173, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van het hoofdbureau" vervangen door de woorden "van het arrondissementshoofdbureau".

.../...

Artikel 72.-

In de artikelen 181 en 201 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1970, worden de woorden "artikel 147octies" vervangen door de woorden "artikel 147bis

Artikel 73.-

In artikel 196 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bi de wet van 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "voorlopige" geschrapt;

2° in het tweede lid wordt het woord "definitieve" geschrapt.

Artikel 74.-

Artikel 207 van hetzelfde Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

Artikel 75.-

Artikel 209, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 76.-

Het opschrift van titel VII van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Titel VII. Verkiezing van de provinciale en van de door de Senaat te benoemen senatoren".

Artikel 77.-

In dezelfde titel vormt hoofdstuk I, dat de artikelen 211 tot 213 bevat, hoofdstuk II, dat de artikelen 219 tot 222 bevat, vormt hoofdstuk II, dat de artikelen 216 tot 2 bevat, hoofdstuk I, dat de artikelen 211 tot 217 bevat.

.../..

Artikel 78.-

Artikel 227 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 227. ...".

Artikel 79.-

Artikel 240 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 240. ...".

Artikel 80.-

In de onderrichtingen voor de kiezer, die bij hetzelfde Wetboek zijn gevoegd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

§ 1. In model I :

1° onder nr. 1 ...;

2° onder nr. 2 ...;

3° onder nr. 3, eerste lid, worden de woorden "van titularis" en de tweede volzin geschrapt;

4° onder nr. 3, tweede lid ...;

5° onder nr. 4, eerste lid ...;

6° onder nr. 4 worden het tweede, derde en vijfde lid geschrapt;

7° onder nr. 4 wordt het vierde lid door de volgende bepaling vervangen : "...";

8° onder nr. 7 ...;

§ 2. In model II :

1° ...;

2° ....

.../...

HOOFDSTUK II. WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 19 OKTOBER 1921 TOT REGELING VAN DE PROVINCIERAADSVERKIEZINGEN.

Artikel 81.-

In artikel 3 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, gewijzigd bij de wet van 26 april 1929, wordt de verwijzing "91 tot 104" vervangen door de verwijzing "91 tot 104 en 107".

Artikel 82.-

Artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6. ...".

Artikel 83.-

Artikel 7, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 april 1929, wordt opgeheven.

Artikel 84.-

In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1970, wordt het tweede lid opgeheven.

Artikel 85.-

In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "Op geen enkele lijst mogen meer kandidaten voorkomen dan er leden te kiezen zijn".

.../...

Artikel 86.-

In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden door de volgende bepalingen vervangen : "...";

2° het derde tot vijfde lid wordt opgeheven;

3° in het zesde lid wordt de tweede volzin geschrapt;

4° in het achtste lid worden de woorden "met uitzondering van die betreffende de opvolgers" geschrapt.

Artikel 87.-

In artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 april 1929, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "of de aftredende provincieraadsleden" ingevoegd na de woorden "met instemming van de kiezers";

2° in het tweede en het derde lid wordt de verwijzing "115, derde lid" vervangen door de verwijzing "115, tweede lid".

Artikel 88.-

In dezelfde wet worden opgeheven :

1° artikel 15bis, ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970;

2° artikel 16, gewijzigd bij de wet van 26 april 1929.

.../...

Artikel 89.-

In artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 april 1929, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "naar het hoofdbureau vervangen door de woorden "naar het districtshoofdbureau"

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Artikel 90.-

Artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 augustus 1928 en 26 april 1925, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 24. ...".

Artikel 91.-

In artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 3° wordt geschrapt;

2° de tekst onder 4° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4° de ambtenaren van de Rijks- en provinciebesturen";

3° de tekst onder 7° wordt opgeheven.

Artikel 92.-

In de onderrichtingen voor de kiezer worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in model I, bedoeld in artikel 10, A 1, ...;

2° in hetzelfde model, A 2, ...;

3° in model II, bedoeld in artikel 14, ...".

HOOFDSTUK III. WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 15 MEI 1949 TOT REGELING VAN DE GELIJKTIJDIGE PARLEMENTS- en PROVINCIERAADSVERKIEZINGEN.

Artikel 93.-

In artikel 2 van de wet van 15 mei 1949 tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen wordt het eerste tot derde lid door de volgende bepalingen vervangen: "...".

Artikel 94.-

In dezelfde wet worden opgeheven :

1° artikel 3, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958;

2° artikel 4.

Artikel 95.-

Artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen "Artikel 6. ...".

.../...

Artikel 96.-

Artikel 6bis, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970, wordt opgeheven.

Artikel 97.-

In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden "..." geschrapt.

HOOFDSTUK IV. WIJZIGINGEN VAN DE OP 4 AUGUSTUS 1932 GECOORDINEERDE GEMEENTEKIESWET.

Artikel 98 .-

Artikel 2 van de op 4 augustus gecoördineerde gemeentekieswet, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958 en 26 juni 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. ...".

Artikel 99.-

Artikel 3 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 17 maart 1958, wordt in de volgende redactie hersteld :

"Artikel 3. (zoals in het ontworpen artikel 4, § 1)".

Artikel 100.-

Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1948 en 30 juni 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4. (zoals in het ontworpen artikel 4, § 2)".

Artikel 101.-

Artikel 5 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 30 juni 1953, wordt in de volgende redactie hersteld :

.../...

"Artikel 5. (zoals in het ontworpen artikel 4, § 3)".

Artikel 102.-

Artikel 6 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 17 maart 1958, wordt in de volgende redactie hersteld :

"Artikel 6. (zoals in het ontworpen artikel 4, § 4)".

Artikel 103.-

Artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958, 3 juli 1969, 26 juni 1970 en 8 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9. ...".

Artikel 104.-

Artikel 10, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 105.-

Artikel 11 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 11. ...".

Artikel 106.-

In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958 en 8 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Artikel 107.-

In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "tegen ontvangbewijs" geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden "de namen van de te vervangen raadsleden" en de woorden "Indien er verscheidene stemafdelingen zijn, wordt de samenstelling daarvan in de brief aangegeven" geschrapt.

Artikel 108.-

In artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 17 mei 1949 en 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "..." vervangen door de woorden "...";

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

3° het achtste lid wordt opgeheven.

Artikel 109.-

Artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26. ...".

.../...

Artikel 110.-

In artikel 30 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "..." vervangen door de woorden "...";

2° tussen het tweede en het derde lid wordt de volgende bepaling ingevoegd : "Indien twee of meer lijsten ...";

3° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...";

4° het zesde lid wordt opgeheven;

5° het zevende lid wordt door de volgende bepaling vervangen "...";

6° in het achtste lid wordt de tweede volzin geschrapt.

Artikel 111.-

In artikel 31 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "autograferen of schri ven" vervangen door de woorden "of autograferen";

2° in het tweede lid worden de woorden "of met de hand geschr ven" geschrapt;

3° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 112.-

Artikel 36 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36. ...".

.../...

Artikel 113.-

In dezelfde wet worden opgeheven :

1° artikel 37, gewijzigd bij de wetten van 26 december 1950, 17 maart 1958 en 3 juli 1969;

2° de artikelen 38 en 39.

Artikel 114.-

In artikel 40 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt het woord "enkele" geschrapt;

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Artikel 115.-

Artikel 41 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 41. ...".

Artikel 116.-

Artikel 42 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 42. (zoals in het ontworpen artikel 42bis)".

Artikel 117.-

Artikel 42bis, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970, wordt opgeheven.

Artikel 118.-

Artikel 44 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 44. ...".

.../...

Artikel 119.-

Artikel 48 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 48. ...".

Artikel 120.-

In artikel 50 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden door de volgende bepalingen vervangen : "...";

2° in het vijfde lid worden de woorden "..." geschrapt.

Artikel 121.-

In artikel 51, eerste lid, van dezelfde wet wordt

2° door de volgende bepaling vervangen :

"2° De stembiljetten waarop meer dan een lijststem voorkomt of waarop stemmen voor kandidaten van verschillende lijst voorkomen".

Artikel 122.-

Artikel 53, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : "...".

Artikel 123.-

Artikel 55 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 55. ...".

Artikel 124.-

In artikel 57, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden "..." geschrapt.

.../...

Artikel 125.-

Artikel 63 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 127.-

In artikel 65 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1969 en 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 3°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"3° in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven zijn";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Artikel 128.-

Artikel 66 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 66. ...".

Artikel 129.-

In artikel 68, 1°, van dezelfde wet worden de woorden "hun plaatsvervangers niet inbegrepen" opgeheven (1).

Artikel 131.-

Artikel 74 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 74. ...".

.../...

(1) Een andere wijziging is voor dit artikel door de Raad van State voorgesteld in zijn advies van 6 december 1973 over het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden (Gedr. St. Kamer, zitting 1973-1974, nr. 255 (1971-1972) nr. 9).

Artikel 130.-

Artikel 75 van dezelfde wet wordt door de volgend bepaling vervangen :

"Artikel 75. ...".

Artikel 131.-

Artikel 76 van dezelfde wet, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 76. ...".

Artikel 132.-

In artikel 77, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "vijftig dagen".

Artikel 133.-

In de onderrichtingen, gevoegd bij dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in model I, onder 1, worden 1, 2 en 4 onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen : "...";

2° in hetzelfde model wordt 7 door de volgende bepaling vervangen : "...";

3° in model II vervalt het stemvak ...;

4° in hetzelfde model, onder 2, wordt het eerste lid door de volgende bepaling vervangen : "...";

5° in hetzelfde model, onder 2, tweede lid, wordt de laatste volzin geschrapt.

.../...

HOOFDSTUK V. WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 26 JULI 1971 HOUDENDE ORGANISATIE VAN DE AGGLOMERATIES EN DE FEDERATIES VAN GEMEENTEN.

Artikel 134.-

Artikel 21 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 21. ...".

Artikel 135.-

In artikel 24, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het zesde lid wordt opgeheven;

2° het achtste, het negende en het tiende lid worden door de volgende bepalingen vervangen : "...".

Artikel 136.-

Artikel 29 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 29. ...".

Artikel 137.-

Artikel 30 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 138.-

Artikel 31 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 31. ...".

.../...

Artikel 139.-

Artikel 33 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 33. ...".

HOOFDSTUK VI. WIJZIGINGEN VAN ANDERE WETTEN.

Artikel 140.-

In hoofdstuk I van de "instruction de l'Assemblée nationale des 12-20 août 1790 concernant les fonctions des assemblées administratives, § VIII" worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder 2 worden het tweede en het derde lid opgeheven;

2° onder 3 worden het tweede, het derde, het vierde en het vijfde lid opgeheven.

Artikel 141.-

Artikel 25 van de wet van 18 juni 1950 op de behandeling van de krankzinnigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juli 1933, wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

Artikel 142.-

In artikel 123sexies, § 2, tweede lid, van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1961, worden de woorden "de artikelen 6 en 7, 2°, van het Kieswetboek" vervangen door de woorden "de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek".

.../...

Artikel 143.-

Artikel 1253 van het Gerechtelijk Wetboek wordt me het volgende lid aangevuld : "...".

Artikel 144.-

Artikel 16, 1°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° de beroepen in hoogste aanleg in kiesrechtzaken, bedoeld in de titel V en VI van de gemeentekieswet en in de bepalingen die ernaar verwijzen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

M. VERSCHELDEN, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT et par M. J. COOLEN, premiers auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT en door de H. J. COOLEN, eerste auditeurs.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITT

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.